

# Exercice 2022

**ALIMENTATION COUCHE-TARD INC.**

**RAPPORT DE GESTION**

Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022



## Rapport de gestion

*L'objectif de ce rapport de gestion, tel que les autorités réglementaires le requièrent, est d'expliquer le point de vue de la direction sur la situation financière et les résultats d'exploitation ainsi que la performance d'Alimentation Couche-Tard inc. (« Couche-Tard ») pour l'exercice se terminant le 24 avril 2022. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance relative à nos objectifs, nos attentes face à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques auxquels nous sommes exposés et les ressources financières dont nous disposons. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés annuels audités et des notes afférentes de Couche-Tard. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Par « nous », « notre », « nos » et « la société », nous faisons collectivement référence à Couche-Tard et ses filiales.*

*Sauf indication contraire, toutes les données financières indiquées dans le présent rapport sont en dollars américains (« dollars US ») et sont établies selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Nous utilisons également dans ce rapport de gestion des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS ainsi que des mesures financières supplémentaires. Les mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS sont décrites dans la section « Mesures non conformes aux IFRS » et lorsque de telles mesures sont présentées, le lecteur en est avisé. Les mesures financières supplémentaires sont décrites lorsque de telles mesures sont présentées. Le présent rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2022. Ce dernier document ainsi que des renseignements complémentaires concernant Couche-Tard, y compris la plus récente notice annuelle, sont disponibles sur le site de SEDAR à <https://www.sedar.com/> ainsi que sur notre site web à <https://corpo.couche-tard.com/>.*

## Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion comprend certaines « déclarations prospectives » au sens des lois en valeurs mobilières au Canada. Toute déclaration contenue dans le présent rapport de gestion qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent rapport, les verbes « croire », « pouvoir », « devoir », « prévoir », « s'attendre à », « estimer », « présumer » ainsi que d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Il est important de noter que les déclarations prospectives faites dans ce rapport décrivent nos prévisions en date du 28 juin 2022 et ne donnent aucune garantie quant à la performance future de Couche-Tard ou de son secteur d'activité, et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, les résultats réels ou le rendement de Couche-Tard ou ceux de son secteur d'activité soient significativement différents des résultats ou du rendement futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Nos résultats réels peuvent différer de façon importante des projections ou attentes que nous avons formulées si des risques connus ou inconnus affectent nos activités ou si nos estimations ou nos hypothèses se révèlent inexactes. Une variation touchant une hypothèse peut également avoir des incidences sur d'autres hypothèses interreliées, ce qui peut amplifier ou diluer l'effet de cette variation. Par conséquent, nous ne pouvons garantir la réalisation des déclarations prospectives; le lecteur est donc prié de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. Les déclarations prospectives ne tiennent pas compte de l'effet que pourraient avoir sur nos activités des transactions ou des éléments spéciaux annoncés ou survenant après ces divulgations. Par exemple, elles ne tiennent pas compte de l'incidence des ventes d'actifs, des monétisations, des fusions, des acquisitions, des autres regroupements d'entreprises ou transactions, des réductions de valeur d'actifs, de l'effet de la pandémie de COVID-19 sur tous les aspects de notre entreprise et de nos zones géographiques, ni des autres frais annoncés ou survenus après les déclarations prospectives.

À moins que nous y soyons tenus selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, nous n'ions toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les déclarations prospectives, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

Les risques et incertitudes comprennent ceux qui sont énumérés sous la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2022, ainsi que les autres risques détaillés de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada.

## Notre société

Nous sommes le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. Aux États-Unis, nous sommes l'un des plus importants exploitants indépendants de magasins d'accommodation. En Europe, nous sommes un chef de file du commerce de l'accommodation et du carburant pour le transport routier dans les pays scandinaves (Norvège, Suède et Danemark), dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) ainsi qu'en Irlande, en plus d'avoir une présence importante en Pologne. En Asie, nous exploitons un réseau de magasins corporatifs à Hong Kong région administrative spéciale chinoise (« Hong Kong RAS ») bénéficiant d'une empreinte locale enviable.

Au 24 avril 2022, notre réseau comptait 9 094 magasins d'accommodation en Amérique du Nord, dont 7 982 offrent du carburant pour le transport routier. Notre réseau nord-américain est constitué de 17 unités d'affaires, dont 14 aux États-Unis, couvrant 47 États, et 3 au Canada couvrant les 10 provinces. Environ 96 000 personnes travaillent dans l'ensemble de notre réseau et nos centres de services en Amérique du Nord.

En Europe, nous exploitons un vaste réseau de vente au détail en Scandinavie, en Irlande, en Pologne et dans les pays baltes par le biais de 9 unités d'affaires. Au 24 avril 2022, notre réseau comptait 2 709 magasins, la majorité offrant du carburant pour le transport routier et des produits d'accommodation alors que les autres, automatisés et sans employé, du carburant pour le transport routier uniquement. Nous offrons aussi d'autres produits, incluant du carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires. En incluant les employés travaillant dans les magasins franchisés portant nos bannières, environ 22 000 personnes sont employées dans notre réseau du commerce de l'accommodation, nos terminaux et nos centres de services en Europe. En Asie, notre réseau comprenait 363 magasins d'accommodation corporatifs à Hong Kong RAS, proposant une offre attrayante d'aliments sur le pouce ainsi qu'une variété de marchandises et services. Environ 4 000 personnes travaillent dans notre réseau de magasins et nos centres de services en Asie.

Également, en vertu des contrats de licence, plus de 1 800 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans 13 autres pays et territoires (Arabie saoudite, Cambodge, Égypte, Émirats arabes unis, Guam, Guatemala, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Macao, Mexique, Nouvelle-Zélande et Vietnam), ce qui porte à plus de 14 000 le nombre de magasins dans notre réseau mondial.

Notre mission est de faciliter la vie de nos clients un peu plus chaque jour. Dans cette optique, nous nous efforçons de répondre aux demandes et aux besoins des gens pressés. Nous leur offrons un service rapide et chaleureux et leur proposons des produits d'alimentation frais, des boissons chaudes et froides, des services de lave-auto et d'autres produits et services de haute qualité, notamment du carburant pour le transport routier, visant à répondre et même à surpasser leurs attentes dans un environnement propre, accueillant et efficace. Notre modèle d'affaires est la clé de notre succès. Nous sommes une organisation axée sur le client, financièrement disciplinée, et qui est constamment à la recherche des meilleures pratiques. Nous tirons parti de notre expérience à l'échelle mondiale pour parfaire notre expertise opérationnelle et nous ne cessons d'investir dans nos gens et dans nos magasins.

## Création de valeur

Aux États-Unis, le secteur des magasins d'accommodation est fragmenté et en phase de consolidation. Nous participons à ce processus par le biais des acquisitions que nous effectuons, des parts de marché que nous gagnons suivant la fermeture de sites concurrents et par l'amélioration de notre offre. En Europe et au Canada, le secteur des magasins d'accommodation est souvent dominé par quelques acteurs importants, dont des sociétés pétrolières intégrées. Certaines de ces dernières sont en voie de vendre ou comptent mettre en vente leurs actifs liés au commerce de détail. Nous comptons étudier les opportunités d'investissement qui pourraient se présenter à nous par l'entremise de ce processus. En Asie, avec notre réseau de magasins à Hong Kong RAS, nous avons une plateforme en place à partir de laquelle nous sommes prêt à croître. La combinaison de nos meilleures pratiques avec l'expertise locale contribuera à accélérer notre croissance organique et à offrir de nouvelles opportunités de consolidation dans cette région.

Peu importe le contexte, les acquisitions doivent se faire à des conditions optimales afin de créer de la valeur. Par conséquent, nous ne préconisons pas nécessairement l'augmentation du nombre de magasins au détriment de la rentabilité. En plus des acquisitions, le développement organique joue un rôle important dans l'augmentation de notre bénéfice net. Nous nous concentrons à bâtir et étendre notre réseau dans les zones géographiques où nous pouvons tirer parti de nos forces afin de créer de la valeur pour notre société et ses actionnaires. Nous nous démarquons par les améliorations continues apportées à notre offre, dont notre programme de produits alimentaires frais, nos solutions de mobilité innovantes et durables, nos efforts pour améliorer la flexibilité et le contrôle de notre chaîne d'approvisionnement ainsi que notre capacité à s'adapter rapidement aux changements. Tout en restant fidèle à notre discipline financière habituelle, l'ensemble de ces éléments, en plus de notre bilan solide, ont contribué à l'accroissement du bénéfice net et à la création de valeur pour nos actionnaires et autres partenaires. Nous comptons poursuivre dans cette direction.

## Données sur les taux de change

Nous présentons nos données en dollars américains, ce qui procure une information plus pertinente compte tenu de la prédominance de nos opérations aux États-Unis.

Les tableaux suivants présentent des renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture, indiqués en dollars américains par unité monétaire comparative :

	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
<b>Moyenne pour la période<sup>(1)</sup></b>					
Dollar canadien	<b>0,7901</b>	0,7930	<b>0,7978</b>	0,7630	0,7494
Couronne norvégienne	<b>0,1132</b>	0,1178	<b>0,1150</b>	0,1110	0,1096
Couronne suédoise	<b>0,1059</b>	0,1181	<b>0,1130</b>	0,1141	0,1038
Couronne danoise	<b>0,1492</b>	0,1611	<b>0,1555</b>	0,1577	0,1485
Zloty	<b>0,2388</b>	0,2631	<b>0,2522</b>	0,2610	0,2568
Euro	<b>1,1103</b>	1,1979	<b>1,1565</b>	1,1742	1,1087
Rouble <sup>(2)</sup>	<b>0,0112</b>	0,0133	<b>0,0131</b>	0,0135	0,0153
Dollar de Hong Kong <sup>(3)</sup>	<b>0,1279</b>	0,1288	<b>0,1284</b>	0,1289	—

(1) Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

(2) Pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2022, calculées en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée, jusqu'au 8 avril 2022.

(3) Pour la période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021, calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée, à partir du 21 décembre 2020.

	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021
<b>Fin de la période</b>		
Dollar canadien	<b>0,7888</b>	0,8011
Couronne norvégienne	<b>0,1124</b>	0,1201
Couronne suédoise	<b>0,1052</b>	0,1190
Couronne danoise	<b>0,1454</b>	0,1623
Zloty	<b>0,2334</b>	0,2645
Euro	<b>1,0817</b>	1,2066
Rouble	<b>Non applicable</b>	0,0134
Dollar de Hong Kong	<b>0,1275</b>	0,1288

Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation dans nos états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats de nos opérations dans d'autres devises sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Sauf indication contraire, les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong dont nous traitons dans le présent document sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats de nos opérations canadiennes, européennes, asiatiques et corporatives (« opérations en devises étrangères »). Pour l'analyse des résultats consolidés, ces écarts représentent la différence entre les résultats de la période correspondante en devises locales convertis au taux de change moyen de la période en cours et ces mêmes résultats en devises locales convertis au taux de change moyen de la période correspondante.

## Aperçu de l'exercice 2022

### Résultats financiers

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (« bénéfice net ») de l'exercice 2022 s'est chiffré à 2,7 milliards \$, une diminution de 22,2 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,52 \$, comparativement à 2,44 \$ pour l'exercice précédent.

Les résultats de l'exercice 2022 et 2021 ont été affectés par des éléments spécifiques présentés dans la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion. En excluant ces éléments, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société<sup>1</sup> s'est élevé à approximativement 2,8 milliards \$ (2,60 \$ par action sur une base diluée<sup>1</sup>) pour l'exercice 2022, comparativement à 2,7 milliards \$ (2,45 \$ par action sur une base diluée<sup>1</sup>) pour l'exercice 2021, une augmentation de 54,0 millions \$, ou 2,0 %, attribuable à l'augmentation de la marge brute sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada ainsi qu'à la croissance organique des activités d'accommodation et de vente de carburant pour le transport routier, partiellement contrebalancées par l'augmentation des frais d'exploitation ainsi que de la cession de sites découlant d'une revue stratégique de notre réseau.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Changements dans notre réseau au cours de l'exercice 2022

### *Acquisition d'entreprises*

Au cours de l'exercice 2022, nous avons acquis 74 magasins corporatifs, incluant 35 magasins opérant sous la bannière Porter's, situés principalement dans les États de l'Oregon et de Washington, aux États-Unis, 19 magasins opérant sous la bannière Pic Quik, situés dans l'État du Nouveau-Mexique, aux États-Unis, ainsi que 9 magasins opérant sous la bannière Londis, situés en Irlande. De plus, nous avons acquis 17 magasins opérés par des exploitants indépendants sous la bannière Purple Cow, situés dans le sud-est des États-Unis, 22 contrats d'approvisionnement en carburant ainsi qu'une petite entreprise se spécialisant dans les solutions technologiques pour les détaillants et les magasins d'accommodation.

### *Transactions en cours*

Le 30 juillet 2021, nous avons conclu une entente exécutoire afin d'acquérir Cape D'or Holdings Limited, Barrington Terminals Limited ainsi que d'autres sociétés d'investissement liées, qui exploitent, dans la région de l'Atlantique au Canada, un réseau indépendant de magasins d'accommodation et de vente de carburant sous les marques de commerce d'Esso, de Go! Stores et de Wilsons Gas Stops (collectivement « Wilsons »). Le réseau Wilsons comprend 79 magasins corporatifs d'accommodation et de vente de carburant, 147 sites opérés par des exploitants indépendants, ainsi qu'un terminal de carburant situé à Halifax, au Canada. La transaction devrait être conclue au cours de la première moitié de l'exercice 2023, et elle est assujettie aux conditions de clôture habituelles et aux approbations réglementaires, y compris celles en vertu de la *Loi sur la concurrence* du Canada.

### *Cession stratégique de sites*

Le 22 mars 2021, en nous basant sur les résultats d'un examen stratégique de notre réseau, nous avons annoncé notre intention de vendre certains magasins répartis dans 28 états aux États-Unis et dans 6 provinces au Canada. Au cours de l'exercice terminé le 24 avril 2022, nous avons complété l'entente avec Casey's General Stores Inc. pour la vente de 48 magasins ainsi que la vente de 190 magasins à de multiples acheteurs. Ces transactions ont été conclues pour une contrepartie totale en espèces de 238,8 millions \$ et ont généré un gain de 49,4 millions \$, qui est inclus au poste Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs à l'état des résultats consolidés.

Au 24 avril 2022, 11 magasins aux États-Unis respectaient les critères de classement comme actifs détenus en vue de la vente. Au cours de l'exercice 2022, un critère de classement comme actifs détenus en vue de la vente n'était plus respecté pour 66 magasins aux États-Unis et 31 magasins au Canada. Par conséquent, un montant de 12,6 millions \$ a été enregistré au poste Amortissement et perte de valeur pour reconnaître l'amortissement qui aurait été comptabilisé si ces magasins n'avaient pas été classés comme actifs détenus en vue de la vente ainsi que pour porter la valeur comptable de certains magasins à leur valeur recouvrable.

### *Construction de magasins*

Nous avons complété la construction de 97 magasins et la relocalisation ou la reconstruction de 36 magasins. Au 24 avril 2022, 58 autres magasins étaient en construction et devraient ouvrir au cours des prochains trimestres.

### *Événement subséquent*

Subséquemment à la fin de l'exercice 2022, nous avons acquis, par le biais d'une coentreprise avec Musket Corporation, quatre terminaux de carburant pour le transport routier situés en Floride, en Illinois et en Caroline du Nord, aux États-Unis.

## Sommaire du mouvement dans notre réseau de magasins

Les tableaux suivants présentent certaines informations concernant le mouvement des magasins de notre réseau au cours des périodes de 12 semaines et 52 semaines terminées le 24 avril 2022<sup>(1)</sup> :

Types de magasins	Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2022				Total
	Corporatifs <sup>(2)</sup>	CODO <sup>(3)</sup>	DODO <sup>(4)</sup>	Franchisés et autres affiliés <sup>(5)</sup>	
Nombre de magasins au début de la période	9 857	394	712	1 301	12 264
Acquisitions	4	—	—	—	4
Ouvertures / constructions / ajouts	42	2	12	22	78
Fermetures / dispositions / retraits	(115)	(2)	(11)	(52)	(180)
Conversions de magasins	20	(24)	—	4	—
<b>Nombre de magasins à la fin de la période</b>	<b>9 808</b>	<b>370</b>	<b>713</b>	<b>1 275</b>	<b>12 166</b>
Magasins Circle K exploités sous licence					1 842
<b>Nombre total de magasins dans le réseau</b>					<b>14 008</b>
Nombre de stations de carburant automatisées incluses dans le solde de fin de période <sup>(6)</sup>	975	—	12	—	987

Types de magasins	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022				Total
	Corporatifs <sup>(2)</sup>	CODO <sup>(3)</sup>	DODO <sup>(4)</sup>	Franchisés et autres affiliés <sup>(5)</sup>	
Nombre de magasins au début de la période	9 976	398	697	1 257	12 328
Acquisitions	74	17	22	—	113
Ouvertures / constructions / ajouts	97	5	35	117	254
Fermetures / dispositions / retraits	(382)	(8)	(35)	(104)	(529)
Conversions de magasins	43	(42)	(6)	5	—
<b>Nombre de magasins à la fin de la période</b>	<b>9 808</b>	<b>370</b>	<b>713</b>	<b>1 275</b>	<b>12 166</b>
Magasins Circle K exploités sous licence					1 842
<b>Nombre total de magasins dans le réseau</b>					<b>14 008</b>

- (1) Ces chiffres incluent 50 % des magasins opérés par l'entremise de RDK, une coentreprise.
- (2) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont gérés par Couche-Tard ou l'un de ses agents à commission.
- (3) Sites pour lesquels l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard (à titre de propriétaire ou aux termes d'un contrat de location) et pour lesquels les magasins (et/ou les stations-service) sont opérés par des exploitants indépendants en échange d'un loyer et auxquels Couche-Tard peut fournir du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchise, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (4) Sites contrôlés et opérés par des exploitants indépendants auxquels Couche-Tard fournit du carburant pour le transport routier en vertu de contrats d'approvisionnement. Certains de ces sites font l'objet d'un contrat de franchise, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos marques principales ou secondaires.
- (5) Magasins opérés par des exploitants indépendants en vertu d'un contrat de franchise, de licence ou d'un contrat similaire sous une de nos bannières principales ou secondaires.
- (6) Ces magasins ne vendent que du carburant pour le transport routier.

## Régime de rachat d'actions

Le 21 avril 2021, la Bourse de Toronto a approuvé la mise en place d'un régime de rachat d'actions (le « Régime »), qui est entré en vigueur le 26 avril 2021. Le Régime nous permettait initialement de racheter jusqu'à 4,0 % des actions à droit de vote subalterne de catégorie B détenues dans le public au 19 avril 2021 (« Actions détenues dans le public »). Le 31 janvier 2022, la Bourse de Toronto a approuvé la modification de notre Régime afin d'accroître le nombre maximal d'actions qui peuvent être rachetées à 5,8 % des Actions détenues dans le public.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons atteint la limite de rachats autorisée par le Régime en rachetant 46 806 328 actions. Ces rachats ont été conclus pour un montant de 1,9 milliard \$. Au cours de l'exercice 2022 et sous notre Régime, 6 351 895 actions à droit de vote subalterne de catégorie B ont été rachetées, pour un montant de 238,5 millions \$, de Développements Orano inc., une société contrôlée par M. Alain Bouchard, fondateur de Couche-Tard et président exécutif de son conseil d'administration, ce qui constitue une transaction entre parties liées.

Le 22 avril 2022, la Bourse de Toronto a approuvé le renouvellement de notre Régime, qui nous autorise à racheter un maximum de 79 703 614 actions, représentant 10,0 % des actions détenues dans le public au 20 avril 2022. Le renouvellement est entré en vigueur le 26 avril 2022 et se terminera au plus tard le 25 avril 2023. Un régime de rachat de titres automatique, qui a préalablement été approuvé par la Bourse de Toronto lors de l'approbation du renouvellement du Régime, est aussi en place et pourrait permettre à un courtier désigné de procéder au rachat de nos actions, en notre nom, selon des paramètres établis par nous. Subséquemment à la fin de l'exercice 2022, et dans le cadre du Régime renouvelé, nous avons racheté 9 764 000 actions pour un montant de 429,2 millions \$.

## Conversion automatique des actions à droit de vote subalterne de catégorie B

Le 8 décembre 2021, au moment où tous les cofondateurs de Couche-Tard ont atteint l'âge de 65 ans, la totalité des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Couche-Tard a été automatiquement convertie en actions à droit de vote multiple de catégorie A sur une base de une pour une. Suite à la conversion automatique, seules les actions à droit de vote multiple de catégorie A de Couche-Tard sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole « ATD » et l'ensemble des régimes de rémunération et d'autres paiements fondés sur des actions couvrent les actions à droit de vote multiple de catégorie A.

## Remboursement et émission de billets de premier rang non garantis

Le 13 mai 2021, nous avons émis des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, totalisant 1,0 milliard \$, se composant d'une tranche de 650,0 millions \$ ayant un coupon de 3,44 % venant à échéance en 2041, ainsi que d'une tranche d'obligations vertes de 350,0 millions \$ ayant un coupon de 3,63 % et venant à échéance en 2051. Un montant égal au produit net des obligations vertes a été utilisé pour financer ou refinancer des projets environnementaux, nouveaux ou existants, ainsi que nos initiatives communautaires, renforçant ainsi notre engagement envers un avenir plus responsable. Le produit net de l'émission de 650,0 millions \$, ainsi que la trésorerie disponible, ont été utilisés pour rembourser intégralement, le 14 mai 2021, nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$, qui devaient arriver à échéance le 26 juillet 2022. Le remboursement incluait une prime de remboursement anticipé de 27,7 millions \$ pour laquelle l'incidence a été enregistrée aux Frais financiers lors de la remise d'un avis de remboursement durant l'exercice 2021.

Une partie des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$ émis le 13 mai 2021 faisait l'objet d'une relation de couverture de flux de trésorerie utilisant des accords de fixation de taux d'intérêt pour réduire le risque associé aux variations des taux d'intérêt en prévision de l'émission. Le 10 mai 2021, avant leur échéance, nous avons réglé l'ensemble de nos accords de fixation de taux d'intérêt pour un montant de 2,9 millions \$, qui est amorti aux résultats sur la durée des nouveaux billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, comme une augmentation des dépenses d'intérêts connexes.

Le 3 mars 2022, suite à la remise d'un avis de remboursement daté du 31 janvier 2022, nous avons remboursé intégralement nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 250,0 millions \$ CA émis le 1<sup>er</sup> novembre 2012 et qui devaient arriver à échéance le 1<sup>er</sup> novembre 2022. Le remboursement de 254,1 millions \$ CA (200,6 millions \$) a été effectué en utilisant la trésorerie disponible et incluait une prime de remboursement anticipé de 4,1 millions \$ CA (3,2 millions \$). Nous avons aussi réglé les swaps de taux d'intérêt et multidevises associés à ces billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens.

## Fire & Flower

Au 24 avril 2022, nous avons déterminé que la diminution de la capitalisation boursière de Fire & Flower Holdings Corp. (« Fire & Flower ») était une indication de perte de valeur et, par conséquent, une perte de 33,7 millions \$ a été comptabilisée au poste Amortissement et perte de valeur afin de ramener notre participation dans la société associée à sa juste valeur.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons exercé les Bons de souscription A-3 de Fire & Flower pour une considération en espèces de 9,8 millions \$ CA (7,9 millions \$). Le 28 avril 2022, subséquemment à la fin de l'exercice 2022, nous avons exercé les Bons de souscription B de Fire & Flower pour une considération totale de 37,8 millions \$ CA (29,5 millions \$), comprenant une considération en espèces de 17,3 millions \$ CA (13,5 millions \$) ainsi qu'un montant de 20,5 millions \$ CA (16,0 millions \$) représentant le règlement non monétaire du principal et des intérêts courus d'un prêt garanti de 20,0 millions \$ CA qui avait été octroyé à Fire & Flower. L'exercice a augmenté notre participation dans Fire & Flower à 35,3 %.

## Décomptabilisation et perte de valeur du placement dans nos filiales russes

Le 8 avril 2022, conséquemment aux événements géopolitiques qui ont mené à l'imposition de sanctions économiques par et contre la Russie, ainsi qu'aux développements suivant notre annonce de la suspension des opérations de nos 38 magasins situés en Russie, il a été déterminé que les critères de contrôle sur notre placement dans nos filiales russes en propriété exclusive n'étaient plus rencontrés, puisque nous n'avions plus la capacité de diriger leurs activités pertinentes et avons perdu le droit à leurs bénéfices. Suite à la perte de contrôle, les actifs et les passifs des filiales russes ont été décomptabilisés, ce qui a entraîné une reclassification des pertes de redressements cumulés de conversion des devises de 10,5 millions \$. De plus, le placement résultant a été évalué à sa juste valeur, ce qui a entraîné la comptabilisation d'une perte de valeur intégrale de 45,7 millions \$. Ces deux montants ont été enregistrés au poste Amortissement et perte de valeur à l'état des résultats consolidés. Pour l'exercice terminé le 24 avril 2022, le bénéfice net, les autres éléments du résultat global et les flux de trésoreries des filiales russes sont inclus dans nos états financiers consolidés du 26 avril 2021 au 8 avril 2022.

## Pandémie de COVID-19

Alors que deux ans se sont écoulés depuis le début de la pandémie de COVID-19, ses incidences ont continué de se faire ressentir sur nos activités durant l'exercice. Ces dernières ont fluctué selon les régions, en raison de l'évolution de la pandémie et des mesures de restrictions sociales qui ont différé d'une année à l'autre. Les catégories de marchandises les plus affectées par la COVID-19, telle que notre offre alimentaire, ont continué d'afficher une tendance positive par rapport à l'incidence initiale de la pandémie et nos activités d'accommodation ont bien performé dans l'ensemble de notre réseau. Les marges de carburant sont demeurées supérieures à celles d'avant la pandémie, alors que les volumes ont été affectés par les tendances liées au télétravail et l'évolution des restrictions locales.

Considérant que la pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur nos résultats de l'exercice précédent, l'analyse de la marge brute<sup>1</sup> sur un horizon de deux ans offre un aperçu supplémentaire compte tenu de la volatilité de nos différentes mesures de performance. En excluant la cession de CAPL et l'acquisition de Circle K Hong Kong<sup>2</sup>, la marge brute sur les marchandises et services ainsi que sur le carburant pour le transport routier étaient plus élevées de 10,2 % et de 18,2 %, respectivement, comparativement aux données annuelles de l'exercice 2020, soit avant la pandémie.

## Événement subséquent

### Programme de papier commercial aux États-Unis

Subséquemment à la fin de l'exercice 2022, nous avons établi un programme de papier commercial aux États-Unis par voie de placement privé. Le programme de papier commercial nous permet d'émettre à l'occasion des billets de papier commercial non garantis venant à échéance au plus tard 397 jours après leur date d'émission. Le principal total des billets de papier commercial non garantis en circulation ne peut dépasser en aucun moment 2,5 milliards \$ et notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie sert de garantie de liquidités pour le remboursement des billets de papier commercial non garantis.

## Changement de méthode comptable

### Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique

En avril 2021, le IFRS Interpretations Committee a finalisé son agenda décisionnel, *Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique* (IAS 38 *Immobilisations incorporelles*), clarifiant comment reconnaître certaines dépenses de configuration et de personnalisation engagées dans le cadre d'accords d'infonuagiques. Durant l'exercice 2022, nous avons finalisé notre évaluation de l'incidence de cette décision et nous avons modifié notre méthode comptable pour appliquer cette interprétation. Par conséquent, des coûts précédemment capitalisés en immobilisations incorporelles ont été reclassés, dont 15,1 millions \$ au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux dans l'état des résultats consolidés, 6,0 millions \$ en tant que frais payés d'avance long terme au poste Autres actifs, et 3,9 millions \$ au poste Frais payés d'avance au bilan consolidé. Nous n'avons pas appliqué ce changement de méthode comptable rétrospectivement, car son incidence n'a pas été jugée significative. Nous nous attendons à ce que ce changement de méthode comptable ait un impact sur nos résultats consolidés futurs puisque les dépenses visées par cette interprétation seront dorénavant constatées au poste Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, alors qu'elles étaient auparavant comptabilisées au poste Amortissement et perte de valeur dans les états des résultats consolidés. De plus, nous prévoyons également que le moment de la constatation de ces dépenses aux résultats différera suite à ce changement.

## Dividendes

Lors de sa réunion du 28 juin 2022, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 11,0 ¢ CA par action pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 aux actionnaires inscrits le 8 juillet 2022 et a approuvé son paiement pour le 22 juillet 2022. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada.

Pour l'exercice 2022, le conseil d'administration a déclaré des dividendes totalisant 41,75 ¢ CA par action, une augmentation de 25,6 %, comparativement à 33,25 ¢ CA pour l'exercice 2021.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

<sup>2</sup> Sur un horizon de deux ans, la marge brute consolidée sur les marchandises et services et la marge brute consolidée sur le carburant pour le transport routier ont été plus élevées de 14,0 % et de 16,7 %, respectivement.

## Actions et options d'achat d'actions en circulation

Au 23 juin 2022, 1 023 244 755 actions à droit de vote multiple de catégorie A de Couche-Tard étaient émises et en circulation. De plus, à pareille date, il y avait 3 776 596 options d'achat d'actions à droit de vote multiple de catégorie A de Couche-Tard en circulation.

## Catégories des états des résultats

*Ventes provenant des marchandises et des services.* Les ventes de marchandises comprennent principalement la vente de produits du tabac et d'alternatives aux produits du tabac, de boissons, de bière, de vin, de produits frais, y compris les produits de la restauration rapide, de friandises et de grignotines et d'articles d'épicerie. Ces revenus sont comptabilisés au moment de la transaction, puisque le contrôle des biens et services est considéré comme étant transféré lorsque le client effectue le paiement et prend possession de l'article vendu. Les ventes de marchandises comprennent aussi les ventes en gros de marchandises à certains exploitants indépendants et franchisés faites à partir de nos centres de distribution et installations de préparation alimentaire, lesquelles sont généralement constatées à la prise de possession des produits et lorsque le transfert des risques associés est effectué. Les revenus provenant des services comprennent principalement des revenus de lave-auto, des commissions sur la vente de billets de loteries, des frais attribuables aux guichets automatiques, de ventes de cartes d'appels, de ventes de cartes cadeaux et de revenus provenant de bornes de recharge de véhicules électriques.

Les revenus provenant des services comprennent aussi les redevances provenant des franchises et des licences, lesquelles sont constatées à titre de produits sur la durée de l'entente, les frais de franchise initiaux, dont une portion est constatée à l'ouverture du magasin franchisé alors que les revenus restants sont reportés sur la durée estimée du contrat de franchise en question, ainsi que les commissions des agents, de même que les royautés des franchisés et des détenteurs de licences, lesquelles sont constatées périodiquement sur la base des ventes déclarées par les agents, les franchisés et les détenteurs de licences. Par l'entremise de redevances de magasins sous licence de marque Tweed Inc. par Canopy Growth en Ontario, au Canada, de la quote-part des résultats de Fire & Flower et des revenus locatifs provenant de la sous-location d'une partie de certains de ses magasins d'accommodation à Fire & Flower, la société participe indirectement à la vente de produits du cannabis.

*Ventes provenant du carburant pour le transport routier.* Nous présentons dans notre chiffre d'affaires le montant total en dollars des ventes provenant du carburant pour le transport routier, y compris les taxes intégrées lorsque celles-ci sont incluses dans le prix d'achat, si nous prenons possession du stock de carburant pour le transport routier. Aux États-Unis et en Europe, dans certains cas, nous achetons le carburant pour le transport routier et le revendons au coût plus une majoration à certains exploitants indépendants. Nous comptabilisons la valeur intégrale de ces ventes (coût plus majoration) à titre de ventes de carburant pour le transport routier. Lorsque nous agissons à titre de commissionnaire-vendeur pour un distributeur de pétrole, seule la commission que nous gagnons est comptabilisée comme une vente.

*Autres revenus.* Les autres revenus comprennent les ventes de carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires, lesquelles sont généralement constatées lors de la livraison au client. Les autres revenus comprennent également les loyers tirés de certains contrats de location simple, qui sont comptabilisés sur une base linéaire sur la durée du bail.

*Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur.* Le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur comprend principalement le coût des produits finis, des intrants et des coûts de transport lorsqu'ils sont engagés pour acheminer les produits au point de vente, ainsi que les coûts de logistiques internes. Le coût des marchandises est généralement évalué selon la méthode du prix de détail moins une marge bénéficiaire normale. Le coût des stocks de carburant pour le transport routier est généralement déterminé selon la méthode du coût moyen.

*Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux.* Les principaux éléments constituant les frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux sont la main-d'œuvre, les frais d'occupation, les frais liés aux modes de paiements électroniques, les réparations, l'entretien, les technologies de l'information et les frais généraux, excluant amortissement et perte de valeur.

Les mesures de performance clés employées par la direction, qui figurent sous la rubrique « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2022 – Autres données d'exploitation », sont le pourcentage de marge brute sur les marchandises et services<sup>1</sup>, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable<sup>1</sup>, la marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier<sup>1</sup>, la croissance des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable, le rendement des capitaux propres<sup>1</sup> et le rendement des capitaux investis<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Mesures non conformes aux IFRS

Afin de fournir plus d'informations sur la performance de la société, les informations financières incluses dans nos documents financiers contiennent certaines données qui ne sont pas des mesures de performance reconnues par les IFRS (« mesures non conformes aux IFRS »), et qui sont également calculées sur une base ajustée en excluant certains éléments spécifiques. Nous croyons que ces mesures non conformes aux IFRS sont utiles à la direction, aux investisseurs ainsi qu'aux analystes, car elles fournissent plus d'informations pour mesurer la performance et la situation financière de la société.

Les mesures non conformes aux IFRS suivantes sont utilisées dans nos divulgations financières :

- Marge brute;
- Dette nette portant intérêt;
- Bénéfice net avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA ») et BAIIA ajusté;
- Bénéfice net ajusté;
- Liquidités disponibles.

Les ratios non conformes aux IFRS suivants sont utilisés dans nos divulgations financières :

- Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services et Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier;
- Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux;
- Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts normalisés liés aux employés;
- Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions;
- Bénéfice net ajusté par action dilué;
- Ratio d'endettement;
- Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux investis.

La mesure de gestion du capital suivante est utilisée dans nos divulgations financières :

- Dette nette portant intérêt / capitalisation totale.

Des mesures financières supplémentaires sont également utilisées dans nos divulgations financières et ces mesures sont décrites lorsqu'elles sont présentées.

Les mesures et les ratios non conformes aux IFRS, ainsi que la mesure de gestion du capital (« mesures non conformes aux IFRS ») sont principalement dérivés des états financiers consolidés, mais n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Elles ne doivent pas être considérées séparément ou comme substitut à des mesures financières reconnues par les IFRS. De plus, nos méthodes de calcul des mesures non conformes aux IFRS peuvent différer de celles utilisées par d'autres sociétés ouvertes. Toute modification ou reformulation pourrait avoir une incidence significative. Ces mesures sont aussi présentées sur une base pro forma, en tenant compte des acquisitions et des nouvelles normes comptables, si celles-ci ont un impact matériel.

**Marge brute.** La marge brute se compose du chiffre d'affaires moins le coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur. Cette mesure est jugée utile pour évaluer la performance sous-jacente de nos activités.

Le tableau suivant présente un rapprochement du chiffre d'affaires et du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, à la marge brute :

(en millions de dollars US)	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>16 434,9</b>	12 237,4	<b>62 809,9</b>	45 760,1	54 132,4
Coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur	<b>13 877,9</b>	9 902,9	<b>51 805,1</b>	35 644,8	44 488,9
<b>Marge brute</b>	<b>2 557,0</b>	2 334,5	<b>11 004,8</b>	10 115,3	9 643,5

Veuillez noter que la même réconciliation s'applique à la détermination de la marge brute par catégorie et par géographie présentée dans la section « Analyse sommaire des résultats consolidés ».

**Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services.** Le pourcentage de marge brute sur les marchandises et services correspond à la marge brute sur les marchandises et services divisée par les revenus tirés des marchandises et services, ces deux mesures étant présentées dans la section « Analyse sommaire des résultats consolidés ». Le pourcentage de marge brute sur les marchandises et services est jugé utile pour évaluer l'efficacité avec laquelle nous générons une marge brute par dollar de revenu.

*Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier.* La marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier correspond à la marge brute sur le carburant pour le transport routier divisée par le volume total de carburant pour le transport routier vendu. Pour les États-Unis et l'Europe et autres régions, ces deux mesures étant présentées dans la section « Analyse sommaire des résultats consolidés ». Pour le Canada, cette mesure est présentée en monnaie fonctionnelle et le tableau ci-dessous présente un rapprochement, pour le carburant pour le transport routier, des ventes et du coût des ventes, excluant amortissement et perte de valeur, à la marge brute et à la marge brute unitaire du carburant pour le transport routier qui en résulte. Cette mesure est jugée utile pour évaluer l'efficacité avec laquelle nous générons une marge brute unitaire par gallon ou litre de carburant pour le transport routier vendu.

<i>(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
<b>Ventes de carburant pour le transport routier</b>	<b>1 686,8</b>	1 163,8	<b>6 703,8</b>	4 596,5	5 915,2
Coût des ventes de carburant pour le transport routier, excluant amortissement et perte de valeur	1 534,3	1 044,8	6 085,5	4 083,5	5 457,2
<b>Marge brute sur le carburant pour le transport routier</b>	<b>152,5</b>	119,0	<b>618,3</b>	513,0	458,0
<b>Volume total de carburant pour le transport routier</b>	<b>1 136,9</b>	1 089,6	<b>5 264,8</b>	4 952,6	5 815,6
<b>Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier (cents CA par litre)</b>	<b>13,41</b>	10,92	<b>11,74</b>	10,36	7,88

*Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« croissance normalisée des frais d'exploitation »).* La croissance normalisée des frais d'exploitation consiste en la croissance des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux ajustée pour tenir compte de l'impact des changements dans notre réseau, de l'impact d'éléments plus volatiles sur lesquels nous avons un contrôle limité ainsi que de l'impact des changements de méthodes comptables et de l'adoption de normes comptables. Cette mesure est jugée utile pour évaluer notre capacité à contrôler nos frais d'exploitation sur une base comparable.

Les tableaux ci-dessous présentent un rapprochement de la croissance des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux avec la croissance normalisée des frais d'exploitation :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le			Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
<b>Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, tels que publiés</b>	<b>1 483,8</b>	1 246,7	<b>19,0%</b>	<b>5 884,5</b>	5 148,6	<b>14,3%</b>
Ajustements :						
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(39,2)	—	(3,1%)	(135,6)	—	(2,6%)
Diminution (augmentation) générée par l'effet net de la conversion de devises	—	(21,2)	1,7%	—	17,4	(0,3%)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques	(15,1)	—	(1,2%)	(15,1)	—	(0,3%)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(9,6)	—	(0,8%)	(90,8)	—	(1,8%)
Diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	0,6	—	—	5,1	—	0,1%
<b>Croissance normalisée des frais d'exploitation</b>	<b>1 420,5</b>	1 225,5	<b>15,6 %</b>	<b>5 648,1</b>	5 166,0	<b>9,4 %</b>

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le			Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation
<b>Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, tels que publiés</b>	<b>1 246,7</b>	1 209,8	<b>3,1%</b>	<b>5 148,6</b>	5 227,3	<b>(1,5%)</b>
Ajustements :						
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	—	40,2	(3,3%)	—	66,9	(1,3%)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(26,1)	—	(2,2%)	(48,2)	—	(0,9%)
(Augmentation) diminution générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus ou moins élevés, excluant les acquisitions	(11,0)	—	(0,9%)	68,0	—	1,3%
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiement électronique	4,2	—	0,3%	22,3	—	0,4%
Diminution (augmentation) nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	1,4	—	0,1%	(5,0)	—	(0,1%)
Diminution provenant de la cession de nos intérêts dans CAPL	—	—	—	46,8	—	0,9%
<b>Diminution normalisée des frais d'exploitation</b>	<b>1 215,2</b>	1 250,0	<b>(2,9 %)</b>	<b>5 232,5</b>	5 294,2	<b>(1,2 %)</b>

*Croissance normalisée des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts normalisés liés aux employés (« Croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés »).* La croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés consiste en la croissance des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020 ajustée pour tenir compte de l'impact des changements dans notre réseau, des coûts liés aux employés qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, de l'impact des éléments plus volatils sur lesquels nous avons un contrôle limité ainsi que de l'impact des changements de méthodes comptables et de l'adoption de normes comptables. Cette mesure est jugée utile pour évaluer notre capacité à contrôler nos dépenses sur une base comparable et par rapport à un exercice qui a été soumis à une volatilité limitée.

Les tableaux ci-dessous présentent un rapprochement de la croissance des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux avec la croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le			Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	26 avril 2020	Variation	24 avril 2022	26 avril 2020	Variation
<b>Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, tels que publiés</b>	<b>1 483,8</b>	<b>1 209,8</b>	<b>22,6%</b>	<b>5 884,5</b>	<b>5 227,3</b>	<b>12,6%</b>
Ajustements :						
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(49,5)	—	(4,1%)	(68,0)	—	(1,3%)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(35,7)	—	(3,0%)	(139,0)	—	(2,7%)
Coûts liés aux employés en lien avec la COVID-19 des périodes correspondantes de l'exercices 2020	27,8	—	2,3%	27,8	—	0,5%
Mesures de rétention des employés de l'année en courante	(18,9)	—	(1,6%)	(80,9)	—	(1,5%)
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	—	19,5	(1,6%)	—	88,5	(1,7%)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques	(15,1)	—	(1,2%)	(15,1)	—	(0,3%)
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiement électronique	4,2	—	0,3%	22,3	—	0,4%
Diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	2,0	—	0,1%	0,1	—	—
Diminution provenant de la cession de nos intérêts dans CAPL	—	—	—	46,8	—	0,9%
<b>Croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés</b>	<b>1 398,6</b>	<b>1 229,3</b>	<b>13,8%</b>	<b>5 678,5</b>	<b>5 315,8</b>	<b>6,9%</b>
<b>Taux de croissance annuel composé</b>			<b>6,8%</b>			<b>3,4%</b>

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le			Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation
<b>Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux, tels que publiés</b>	<b>1 246,7</b>	<b>1 209,8</b>	<b>3,1%</b>	<b>5 148,6</b>	<b>5 227,3</b>	<b>(1,5%)</b>
Ajustements :						
Impact des subventions gouvernementales au cours de l'exercice 2021	41,0	—	3,4%	51,1	—	1,0%
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	—	40,2	(3,3%)	—	66,9	(1,3%)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(26,1)	—	(2,2%)	(48,2)	—	(0,9%)
Diminution (augmentation) des coûts liés aux employés en lien avec la COVID-19	22,6	—	1,9%	(44,4)	—	(0,8%)
(Augmentation) diminution générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus ou moins élevés, excluant les acquisitions	(11,0)	—	(0,9%)	68,0	—	1,3%
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiement électronique	4,2	—	0,3%	22,3	—	0,4%
Diminution (augmentation) nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	1,4	—	0,1%	(5,0)	—	(0,1%)
Diminution provenant de la cession de nos intérêts dans CAPL	—	—	—	46,8	—	0,9%
<b>Croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés</b>	<b>1 278,8</b>	<b>1 250,0</b>	<b>2,4%</b>	<b>5 239,2</b>	<b>5 294,2</b>	<b>(1,0%)</b>

*Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable en Europe et autres régions.* Les ventes de marchandises par magasin comparable représentent les revenus cumulés des marchandises entre la période actuelle et la période comparative pour les magasins qui ont été ouverts pendant au moins 23 jours sur chaque période de 28 jours incluse dans les périodes déclarées. Les revenus de marchandises sont définis comme les revenus tirés des marchandises et services, excluant les revenus de services. Pour l'Europe et les autres régions, la croissance des ventes de marchandises par magasin comparable est calculée sur la base de devises constantes en utilisant le taux de change moyen respectif de la période en cours pour la période en cours ainsi que pour la période correspondante. Les ventes de marchandises par magasin comparable de l'Europe et autres régions incluent celles des magasins corporatifs, des magasins CODO et DODO, ainsi que celles des magasins corporatifs asiatiques avant leur date d'acquisition du 21 décembre 2020. Ces deux derniers items ne sont pas inclus dans nos résultats consolidés. Cette mesure est jugée utile pour évaluer notre capacité à générer une croissance organique sur une base comparable dans l'ensemble de notre réseau de magasins en Europe et dans les autres régions.

Les tableaux ci-dessous rapprochent les revenus tirés des marchandises et services aux ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et les autres régions et le pourcentage de croissance qui en résulte :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le	
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021
Revenus tirés des marchandises et services pour Europe et autres régions	571,4	551,9	2 429,1	1 830,8
Ajustements :				
Revenus de services	(57,8)	(55,0)	(205,0)	(178,4)
Effet net de change	—	(30,0)	—	(21,9)
Revenus de marchandises ne répondant pas à la définition des ventes de marchandises par magasin comparable	(71,8)	(50,7)	(147,2)	(152,0)
Ventes de marchandises par magasin comparable non inclus dans nos résultats consolidés	78,8	74,0	400,0	859,7
<b>Total des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions</b>	<b>520,6</b>	<b>490,2</b>	<b>2 476,9</b>	<b>2 338,2</b>
<b>Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions</b>	<b>6,2 %</b>		<b>5,9 %</b>	

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le	
	25 avril 2021	26 avril 2020	25 avril 2021	26 avril 2020
Revenus tirés des marchandises et services pour Europe et autres régions	551,9	312,9	1 830,8	1 416,3
Ajustements :				
Revenus de services	(55,0)	(36,8)	(178,4)	(144,3)
Effet net de change	—	31,4	—	81,9
Revenus de marchandises ne répondant pas à la définition des ventes de marchandises par magasin comparable	(30,7)	(20,8)	(33,2)	(9,6)
Ventes de marchandises par magasin comparable non inclus dans nos résultats consolidés	95,3	225,0	437,4	593,6
<b>Total des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions</b>	<b>561,5</b>	<b>511,7</b>	<b>2 056,6</b>	<b>1 937,9</b>
<b>Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable pour l'Europe et autres régions</b>	<b>9,7 %</b>		<b>6,1 %</b>	

**Bénéfice avant impôts, intérêts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA ») et BAIIA ajusté.** Le BAIIA représente le bénéfice net, plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers nets et l'amortissement et perte de valeur. Le BAIIA ajusté représente le BAIIA, ajusté pour exclure les frais d'acquisition ainsi que d'autres éléments spécifiques. Ces mesures de performance sont jugées utiles pour faciliter l'évaluation de nos activités courantes et notre capacité à générer des flux de trésorerie afin de financer nos besoins en liquidités, y compris notre programme de dépenses en immobilisations, nos rachats d'actions et le paiement de dividendes.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au BAIIA et au BAIIA ajusté :

<i>(en millions de dollars US)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle, tel que publié	477,7	563,9	2 683,3	2 705,5	2 357,6
Ajouter :					
Impôts sur les bénéfices	139,2	127,6	734,3	653,6	545,9
Frais financiers nets	51,5	71,7	281,0	342,5	284,5
Amortissement et perte de valeur	449,4	344,9	1 545,7	1 358,9	1 336,8
<b>BAIIA</b>	<b>1 117,8</b>	<b>1 108,1</b>	<b>5 244,3</b>	<b>5 060,5</b>	<b>4 524,8</b>
Ajustements :					
Ajustement de transition lié aux accords d'infonugiques	15,1	—	15,1	—	—
Frais d'acquisition	0,9	1,5	6,7	11,8	6,7
Gain sur cession d'une propriété	—	(26,6)	—	(67,5)	—
BAIIA attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(66,6)
Gain net sur la cession des intérêts de la société dans CAPL	—	—	—	—	(61,5)
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	—	—	—	—	(41,0)
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>1 133,8</b>	<b>1 083,0</b>	<b>5 266,1</b>	<b>5 004,8</b>	<b>4 362,4</b>

**Bénéfice net ajusté et bénéfice net ajusté par action dilué.** Le bénéfice net ajusté représente le bénéfice net, ajusté des gains ou pertes de change, des frais d'acquisition et d'autres éléments spécifiques. Ces mesures sont jugées utiles afin d'évaluer la performance sous-jacente de nos activités sur une base comparable.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au bénéfice net ajusté et au bénéfice net ajusté par action dilué :

<i>(en millions de dollars US, excluant les montants par action, ou sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, tel que publié	477,7	563,9	2 683,3	2 705,5	2 353,6
Ajustements :					
Perte de valeur et incidence de la déconsolidation des filiales russes	56,2	—	56,2	—	—
Perte de valeur sur notre participation dans Fire & Flower	33,7	—	33,7	—	—
Ajustement de transition lié aux accords d'infonugiques	15,1	—	15,1	—	—
(Gain) perte de change net(te)	(3,0)	1,1	(20,7)	44,9	(33,5)
Frais d'acquisition	0,9	1,5	6,7	11,8	6,7
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	—	29,1	—	29,1	—
Gain sur cession d'une propriété	—	(26,6)	—	(67,5)	—
Gain net sur la cession des intérêts de la société dans CAPL	—	—	—	—	(61,5)
Gain net sur la cession d'une portion des opérations américaines de vente en gros de carburant de la société	—	—	—	—	(41,0)
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-valeur sur les actifs d'impôts différés	—	—	—	—	(33,6)
Incidence fiscale découlant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL	—	—	—	—	2,7
Incidence fiscale des éléments ci-dessus et arrondissements	(7,6)	(5,0)	(4,3)	(7,8)	22,6
<b>Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de la société</b>	<b>573,0</b>	<b>564,0</b>	<b>2 770,0</b>	<b>2 716,0</b>	<b>2 216,0</b>
Nombre moyen pondéré d'actions dilués (en millions)	1 046,1	1 086,5	1 063,5	1 106,7	1 124,5
<b>Bénéfice net ajusté par action diluée</b>	<b>0,55</b>	<b>0,52</b>	<b>2,60</b>	<b>2,45</b>	<b>1,97</b>

**Dettes portant intérêt.** Cette mesure représente la somme des postes de bilan suivants : Portion à court terme de la dette à long terme, Dette à long terme, Portion à court terme des obligations locatives et Obligations locatives. Cette mesure est jugée utile pour faciliter la compréhension de notre situation financière par rapport aux obligations de financement. Le calcul de cette mesure de la situation financière est détaillé dans la section « Dette nette portant intérêt / capitalisation totale » ci-dessous.

**Dettes nette portant intérêt / capitalisation totale.** Cette mesure représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers.

Le tableau suivant présente le calcul de cette mesure de performance :

<i>(en millions de dollars US, excluant les ratios)</i>	<b>Au 24 avril 2022</b>	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020
Portion à court terme de la dette à long terme	1,4	1 107,3	214,7
Portion à court terme des obligations locatives	425,4	419,4	383,1
Dette à long terme	5 963,6	5 282,6	7 515,8
Obligations locatives	3 049,5	2 792,7	2 265,7
<b>Dettes portant intérêt</b>	<b>9 439,9</b>	<b>9 602,0</b>	<b>10 379,3</b>
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 143,9	3 015,8	3 641,5
<b>Dettes nette portant intérêt</b>	<b>7 296,0</b>	<b>6 586,2</b>	<b>6 737,8</b>
Capitaux propres	12 437,6	12 180,9	10 066,6
Dette nette portant intérêt	7 296,0	6 586,2	6 737,8
<b>Capitalisation totale</b>	<b>19 733,6</b>	<b>18 767,1</b>	<b>16 796,4</b>
<b>Dettes nette portant intérêt / capitalisation totale</b>	<b>0,37 : 1</b>	<b>0,35 : 1</b>	<b>0,40 : 1</b>

**Ratio d'endettement.** Cette mesure représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette nette portant intérêt et le BAIIA ajusté, dont les méthodologies de calcul sont décrites dans d'autres tableaux de cette section, avec le ratio d'endettement :

<i>(en millions de dollars US, excluant les ratios)</i>	<b>Périodes de 52 semaines terminées le</b>		
	<b>24 avril 2022</b>	25 avril 2021	26 avril 2020
<b>Dettes nette portant intérêt</b>	<b>7 296,0</b>	6 586,2	6 737,8
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>5 266,1</b>	5 004,8	4 362,4
<b>Ratio d'endettement</b>	<b>1,39 : 1</b>	1,32 : 1	1,54 : 1

**Rendement des capitaux propres.** Ce ratio est utilisé pour mesurer la relation entre notre profitabilité et nos actifs nets. Les capitaux propres moyens sont calculés en prenant la moyenne du solde de début et du solde de fin pour la période de 52 semaines.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, avec le ratio de rendement des capitaux propres :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	<b>Périodes de 52 semaines terminées le</b>		
	<b>24 avril 2022</b>	25 avril 2021	26 avril 2020
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société</b>	<b>2 683,3</b>	2 705,5	2 353,6
Capitaux propres - Solde d'ouverture	12 180,9	10 066,6	8 913,7
Capitaux propres - Solde de clôture	12 437,6	12 180,9	10 066,6
<b>Capitaux propres moyens</b>	<b>12 309,3</b>	11 123,8	9 490,2
<b>Rendement des capitaux propres</b>	<b>21,8%</b>	24,3%	24,8%

**Rendement des capitaux investis.** Ce ratio est utilisé pour mesurer la relation entre notre profitabilité et les capitaux employés. Le bénéfice avant intérêts et impôts (« BAI ») représente le bénéfice net, plus les impôts sur les bénéfices et les frais financiers nets. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêt, qui exclut la portion à court terme de la dette à long terme et la portion à court terme des obligations locatives. Les capitaux employés moyens sont calculés en prenant la moyenne du solde de début et du solde de fin des capitaux employés pour la période de 52 semaines. Cette mesure de performance pour la période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020 a été ajustée afin d'inclure notre investissement dans CAPL comme s'il était comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, ainsi que de l'incidence estimative pro forma d'IFRS 16.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net, selon les IFRS, au BAI avec le ratio de rendement des capitaux investis :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
Bénéfice net	2 683,3	2 705,5	2 357,6
Ajouter :			
Impôts sur les bénéfices	734,3	653,6	545,9
Frais financiers nets	281,0	342,5	284,5
BAI attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(24,6)
<b>BAI</b>	<b>3 698,6</b>	<b>3 701,6</b>	<b>3 163,4</b>
Capitaux employés - Solde d'ouverture <sup>(1)</sup>	23 971,5	22 533,0	18 336,4
Capitaux employés - Solde de clôture <sup>(1)</sup>	24 001,0	23 971,5	22 533,0
Capitaux employés moyens	23 986,3	23 252,3	20 434,7
Ajustements pro forma	—	—	690,1
<b>Capitaux employés moyens, incluant les ajustements pro forma</b>	<b>23 986,3</b>	<b>23 252,3</b>	<b>21 124,8</b>
<b>Rendement des capitaux investis</b>	<b>15,4%</b>	<b>15,9%</b>	<b>15,0%</b>

(1) Le tableau suivant réconcilie les postes du bilan, selon les normes IFRS, avec les capitaux employés :

<i>(en millions de dollars US)</i>	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020	Au 28 avril 2019
Actifs totaux	29 591,6	28 394,5	25 679,5	22 607,7
Moins : passif à court terme	(6 017,4)	(5 949,7)	(3 744,3)	(5 582,0)
Ajouter : portion à court terme de la dette à long terme	1,4	1 107,3	214,7	1 310,7
Ajouter : portion à court terme des obligations locatives	425,4	419,4	383,1	—
<b>Capitaux employés</b>	<b>24 001,0</b>	<b>23 971,5</b>	<b>22 533,0</b>	<b>18 336,4</b>

**Liquidités disponibles.** Cette mesure représente la Trésorerie et équivalents de trésorerie plus les sommes disponibles sous la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie. Cette mesure est jugée utile afin d'évaluer notre capacité à couvrir nos besoins en liquidités pour un avenir prévisible.

Le tableau suivant présente un rapprochement de la Trésorerie et équivalents de trésorerie, selon les IFRS, aux liquidités disponibles :

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 143,9	3 015,8	3 641,5
Ajouter : Partie inutilisée de la facilité de crédit	2 525,0	2 525,0	1 025,0
Moins : Lettres de garantie réduisant les sommes pouvant être empruntées sur la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie	(6,7)	(6,8)	(11,9)
<b>Liquidités disponibles</b>	<b>4 662,2</b>	<b>5 534,0</b>	<b>4 654,6</b>

## Analyse sommaire des résultats consolidés pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 12 semaines terminées le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021 et l'analyse des résultats incluse dans cette section devrait être lue conjointement avec ce tableau. Les résultats de nos opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions.

<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation %
Chiffre d'affaires	16 434,9	12 237,4	34,3
Bénéfice d'exploitation	667,2	761,4	(12,4)
Bénéfice net	477,7	563,9	(15,3)
<b>Autres données d'exploitation :</b>			
Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services <sup>(1)(2)</sup> :			
Consolidé	33,8 %	32,6 %	1,2
États-Unis	33,1 %	31,8 %	1,3
Europe et autres régions	38,3 %	38,1 %	0,2
Canada	32,4 %	31,0 %	1,4
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable <sup>(3)</sup> :			
États-Unis <sup>(4)(5)</sup>	2,3 %	8,1 %	
Europe et autres régions <sup>(2)</sup>	6,2 %	9,7 %	
Canada <sup>(4)(5)</sup>	0,1 %	1,6 %	
Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier <sup>(2)</sup> :			
États-Unis (cents par gallon)	46,12	34,45	33,9
Europe et autres régions (cents par litre)	7,51	10,85	(30,8)
Canada (cents CA par litre)	13,41	10,92	22,8
Croissance (diminution) des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable <sup>(4)</sup> :			
États-Unis	(1,7 %)	5,4 %	
Europe et autres régions	3,7 %	3,6 %	
Canada	4,3 %	4,9 %	

- (1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royautés et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises. Les redevances de franchisage des magasins internationaux sous licence sont incluses sous les États-Unis.
- (2) Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à notre mesure de gestion du capital ainsi que nos mesures de performance non reconnues par les IFRS.
- (3) Cette mesure représente la croissance des revenus cumulés de marchandises entre la période actuelle et la période comparative pour les magasins qui ont été ouverts pendant au moins 23 jours sur chaque période de 28 jours incluse dans les périodes déclarées. Les revenus des marchandises sont définis comme les revenus tirés des marchandises et services, excluant les revenus de services.
- (4) Pour les magasins corporatifs seulement.
- (5) Calculé sur la base des monnaies fonctionnelles respectives.

### Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires a atteint 16,4 milliards \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 4,2 milliards \$, soit une augmentation de 34,3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021. Cette performance est principalement attribuable à des prix de vente moyens plus élevés du carburant pour le transport routier et des autres produits de carburant, à la contribution des acquisitions, ainsi qu'à la croissance organique des ventes de marchandises et services partiellement contrebalancés par l'impact négatif net d'environ 206,0 millions \$ de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères.

#### Revenus tirés des marchandises et services

Le total des revenus tirés des marchandises et services s'est élevé à 3,8 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2022, soit une augmentation de 38,5 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 37,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 75,0 millions \$, ou 2,0 %, est principalement attribuable à la croissance organique des ventes de marchandises et services, ainsi qu'à la contribution des acquisitions qui a totalisé environ 27,0 millions \$, partiellement contrebalancées par la cession de sites découlant d'une revue stratégique de notre réseau. Les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 2,3 % aux États-Unis, de 6,2 %<sup>1</sup> en Europe et dans les autres régions, et de 0,1 % au Canada.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

### Ventes de carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, le total des ventes de carburant pour le transport routier s'est élevé à 12,4 milliards \$, soit une augmentation de 4,0 milliards \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 158,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 4,2 milliards \$, ou 50,1 %, est attribuable à la hausse du prix de vente moyen du carburant pour le transport routier, qui a eu une incidence d'environ 4,1 milliards \$. Les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont diminué de 1,7 % aux États-Unis, et ont augmenté de 3,7 % en Europe et dans les autres régions, et de 4,3 % au Canada. Au cours du trimestre, la demande de carburant pour le transport routier a été défavorablement influencée par la hausse importante des prix de vente due à l'augmentation des coûts du pétrole brut, ainsi que par la tendance du travail à domicile qui persiste.

### Autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, le total des autres revenus s'est élevé à 295,4 millions \$, soit une augmentation de 132,7 millions \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 12,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 145,0 millions \$, ou 89,1 %, est essentiellement attribuable à une augmentation de la demande et des prix de vente des autres produits de carburant, ce qui a eu une incidence minimale sur la marge brute<sup>1</sup>.

## **Marge brute<sup>1</sup>**

Notre marge brute a atteint 2,6 milliards \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2022, en hausse de 222,5 millions \$, ou 9,5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021, essentiellement attribuable à l'augmentation des marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, à l'amélioration du pourcentage de marge brute sur les marchandises et services, ainsi qu'à la croissance organique de nos activités d'accommodation, en partie contrebalancées par l'effet négatif net de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères d'environ 37,0 millions \$.

### Marge brute sur les marchandises et services

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, notre marge brute sur les marchandises et services a été de 1,3 milliard \$, soit une augmentation de 56,5 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 15,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 72,0 millions \$, ou 5,9 %, est principalement attribuable à la croissance organique ainsi qu'à nos initiatives liées à l'établissement des prix. Notre pourcentage de marge brute<sup>1</sup> a augmenté de 1,3 % aux États-Unis pour s'établir à 33,1 %, de 0,2 % en Europe et dans les autres régions pour s'établir à 38,3 %, et de 1,4 % au Canada pour s'établir à 32,4 %. Le pourcentage de marge brute aux États-Unis et au Canada a également été affecté, au cours de l'exercice précédent, par les ajustements défavorables sur les stocks liés à une provision sur l'inventaire d'équipements de protection individuelle de 26,4 millions \$, et 3,2 millions \$, respectivement.

### Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 1,3 milliard \$, soit une augmentation de 177,9 millions \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 19,0 millions \$. L'augmentation résiduelle de notre marge brute a été d'environ 197,0 millions \$, ou 18,3 %. Notre marge brute unitaire<sup>1</sup> sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis s'est établie à 46,12 ¢ par gallon, soit une hausse de 11,67 ¢ par gallon, et au Canada, elle s'est établie à 13,41 ¢ CA par litre, soit une hausse de 2,49 ¢ CA par litre. Les marges unitaires sur le carburant sont demeurées solides à travers notre réseau nord-américain, en raison de conditions de marché favorables et du travail continu sur l'optimisation de notre chaîne d'approvisionnement. En Europe et autres régions, notre marge brute unitaire<sup>1</sup> sur le carburant pour le transport routier s'est établie à 7,51 ¢ US par litre, soit une diminution de 3,34 ¢ US par litre, impactée par l'augmentation des prix du pétrole brut, par les enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement découlant du contexte géopolitique actuel, ainsi que par la volatilité du marché du diesel.

### Marge brute sur les autres revenus

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, notre marge brute sur les autres revenus a été de 32,8 millions \$, soit une diminution de 11,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif d'environ 2,0 millions \$.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, les frais d'exploitation ont augmenté de 19,0 %, comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2021. La croissance normalisée des frais d'exploitation<sup>1</sup> était de 15,6 %, telle que présentée dans le tableau suivant :

	Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2022
<b>Croissance des frais d'exploitation, telle que publiée</b>	<b>19,0 %</b>
Ajustements :	
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(3,1 %)
Diminution générée par l'effet net de la conversion de devises	1,7 %
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques	(1,2 %)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(0,8 %)
<b>Croissance normalisée des frais d'exploitation<sup>1</sup></b>	<b>15,6 %</b>

La croissance normalisée des frais d'exploitation<sup>1</sup> pour le quatrième trimestre est essentiellement attribuable aux subventions gouvernementales de 41,0 millions \$ du trimestre correspondant de l'exercice précédent, aux mesures rendues nécessaires par l'impact de la pénurie de main-d'œuvre et au besoin d'améliorer la rétention des employés, à l'augmentation des initiatives liées à la commercialisation et aux autres dépenses discrétionnaires qui avaient été considérablement réduites au cours du trimestre de l'exercice précédent, aux pressions inflationnistes, y compris l'augmentation des coûts des services publics en Europe, à la hausse des salaires minimums, ainsi qu'aux investissements supplémentaires dans nos magasins pour soutenir nos initiatives stratégiques. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses liées à la COVID-19 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les coûts des mesures de rétention mises en œuvre durant l'exercice, qui ont totalisé environ 19,0 millions \$ pour le quatrième trimestre, les coûts pour le personnel en lien avec la COVID-19 du trimestre correspondant de l'exercice précédent, tels que les primes *Merci beaucoup* de 5,2 millions \$, ainsi que les subventions gouvernementales, représentent une augmentation des frais d'exploitation de 4,3 % pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022.

## Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissement et perte de valeur (« BAIIA<sup>1</sup> ») et BAIIA ajusté<sup>1</sup>

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, le BAIIA s'est chiffré à 1,1 milliard \$, soit une augmentation de 0,9 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021. Le BAIIA ajusté du quatrième trimestre de l'exercice 2022 a augmenté de 50,8 millions \$, ou 4,7 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice 2021, principalement en raison d'une augmentation des marges unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, ainsi que de la croissance organique de nos activités d'accommodation, partiellement contrebalancées par l'augmentation des frais d'exploitation. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 15,0 millions \$.

## Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, notre dépense d'amortissement a augmenté de 104,5 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact favorable net d'environ 7,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 111,0 millions \$, ou 32,2 %, est principalement due à l'incidence de la déconsolidation et de la perte de valeur des filiales russes d'un montant de 56,2 millions \$, à la perte de valeur de notre participation dans Fire & Flower d'un montant de 33,7 millions \$, ainsi qu'aux investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, pour le remplacement d'équipements, et pour l'amélioration continue de notre réseau.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Frais financiers nets

Les frais financiers nets du quatrième trimestre de l'exercice 2022 ont totalisé 51,5 millions \$, soit une diminution de 20,2 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2021. Une partie de la diminution s'explique par certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, comme le montre le tableau ci-dessous:

<i>(en millions de dollars US)</i>	Périodes de 12 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
<b>Frais financiers nets, tels que publiés</b>	<b>51,5</b>	<b>71,7</b>	<b>(20,2)</b>
Expliquée par :			
Variation de la juste valeur d'instruments financiers et amortissement des écarts reportés	18,5	21,0	(2,5)
Impact des avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	(3,2)	(29,1)	25,9
Gain (perte) de change net(te)	3,0	(1,1)	4,1
Impact découlant de la conversion d'une partie des débetures convertibles dans Fire & Flower	—	13,1	(13,1)
<b>Variation résiduelle</b>	<b>69,8</b>	<b>75,6</b>	<b>(5,8)</b>

## Impôts sur les bénéfices

Le quatrième trimestre de l'exercice 2022 affiche un taux d'imposition de 22,6 % comparativement à 18,5 % pour le trimestre correspondant de l'exercice 2021. Cette augmentation est principalement due à l'impact des gains et des pertes imposables ou déductibles à un taux d'imposition inférieur entre l'année en cours et l'année précédente, ainsi qu'à une composition différente de nos résultats à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

## Bénéfice net et bénéfice net ajusté<sup>1</sup>

Le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2022 s'est chiffré à 477,7 millions \$, comparativement à 563,9 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent, soit une diminution de 86,2 millions \$, ou 15,3 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 0,46 \$, comparativement à 0,52 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un effet négatif net d'environ 8,0 millions \$ sur notre bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2022.

Le bénéfice net ajusté pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 s'est chiffré à approximativement 573,0 millions \$, comparativement à 564,0 millions \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, soit une augmentation de 9,0 millions \$, ou 1,6 %. Le bénéfice net ajusté par action dilué<sup>1</sup> s'est chiffré à 0,55 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022, comparativement à 0,52 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2021, soit une augmentation de 5,8 %.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2022

Le tableau suivant présente certaines informations concernant nos opérations pour les périodes de 52 semaines terminées le 24 avril 2022, le 25 avril 2021 et le 26 avril 2020 et l'analyse des résultats incluse dans cette section devrait être lue conjointement avec ce tableau. Les résultats de nos opérations en Asie sont inclus sous Europe et autres régions. CAPL désigne CrossAmerica Partners LP.

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>			
<b>Données sur les résultats d'exploitation :</b>			
Revenus tirés des marchandises et services <sup>(1)</sup> :			
États-Unis	11 593,2	11 489,9	10 918,4
Europe et autres régions	2 429,1	1 830,8	1 416,3
Canada	2 581,5	2 552,3	2 302,7
CAPL	—	—	29,6
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(0,8)
Total des revenus tirés des marchandises et services	16 603,8	15 873,0	14 666,2
Ventes de carburant pour le transport routier :			
États-Unis	30 115,0	19 594,7	25 724,8
Europe et autres régions	9 892,0	6 295,3	7 481,1
Canada	5 344,4	3 515,3	4 415,7
CAPL	—	—	1 365,7
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(288,0)
Total des ventes de carburant pour le transport routier	45 351,4	29 405,3	38 699,3
Autres revenus <sup>(2)</sup> :			
États-Unis	46,2	44,3	36,9
Europe et autres régions	785,6	419,3	652,0
Canada	22,9	18,2	21,3
CAPL	—	—	65,6
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(8,9)
Total des autres revenus	854,7	481,8	766,9
<b>Total des ventes</b>	<b>62 809,9</b>	<b>45 760,1</b>	<b>54 132,4</b>
Marge brute sur les marchandises et services <sup>(1)(3)</sup> :			
États-Unis	3 904,5	3 798,7	3 641,2
Europe et autres régions	927,4	716,2	587,6
Canada	830,2	800,2	733,2
CAPL	—	—	6,8
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(0,8)
Marge brute totale sur les marchandises et services	5 662,1	5 315,1	4 968,0
Marge brute sur le carburant pour le transport routier <sup>(3)</sup> :			
États-Unis	3 626,4	3 095,2	3 103,3
Europe et autres régions	1 057,7	1 119,7	932,0
Canada	493,0	391,6	344,2
CAPL	—	—	57,5
Marge brute totale sur le carburant pour le transport routier	5 177,1	4 606,5	4 437,0
Marge brute sur les autres revenus <sup>(2)(3)</sup> :			
États-Unis	46,2	44,2	36,9
Europe et autres régions	96,5	131,2	123,6
Canada	22,9	18,3	21,2
CAPL	—	—	65,7
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(8,9)
Marge brute totale sur les autres revenus	165,6	193,7	238,5
<b>Marge brute totale<sup>(3)</sup></b>	<b>11 004,8</b>	<b>10 115,3</b>	<b>9 643,5</b>
Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux			
États-Unis, Europe et autres régions et Canada	5 884,5	5 148,6	5 189,7
CAPL	—	—	46,8
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(9,2)
Total des frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux	5 884,5	5 148,6	5 227,3
Gain sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	(103,9)	(67,8)	(83,1)
Amortissements et perte de valeur			
États-Unis, Europe et autres régions et Canada	1 545,7	1 358,9	1 282,9
CAPL	—	—	53,9
Total de l'amortissement et perte de valeur	1 545,7	1 358,9	1 336,8
<b>Bénéfice d'exploitation</b>			
États-Unis, Europe et autres régions et Canada	3 678,5	3 675,6	3 137,7
CAPL	—	—	25,3
Élimination des transactions intersociétés avec CAPL	—	—	(0,5)
Bénéfice d'exploitation total	3 678,5	3 675,6	3 162,5
Frais financiers nets	281,0	342,5	284,5
<b>Bénéfice net incluant les participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>2 683,3</b>	<b>2 705,5</b>	<b>2 357,6</b>
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(4,0)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société</b>	<b>2 683,3</b>	<b>2 705,5</b>	<b>2 353,6</b>
<b>Données par action :</b>			
Bénéfice net par action de base (dollars par action)	2,53	2,45	2,10
Bénéfice net par action dilué (dollars par action)	2,52	2,44	2,09
Bénéfice net ajusté par action dilué (dollars par action) <sup>(3)</sup>	2,60	2,45	1,97
Dividende par action déclaré pour l'exercice (cents CA par action)	41,75	33,25	26,50

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	26 avril 2020
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>			
<b>Autres données d'exploitation – excluant CAPL :</b>			
Pourcentage de marge brute sur les marchandises et services <sup>(1)(3)</sup> :			
Consolidé	34,1 %	33,5 %	33,9 %
États-Unis	33,7 %	33,1 %	33,3 %
Europe et autres régions	38,2 %	39,1 %	41,5 %
Canada	32,2 %	31,4 %	31,8 %
Croissance (diminution) des ventes de marchandises par magasin comparable <sup>(4)</sup> :			
États-Unis <sup>(5)(6)</sup>	1,9 %	5,6 %	2,1 %
Europe et autres régions <sup>(3)</sup>	5,9 %	6,1 %	0,1 %
Canada <sup>(5)(6)</sup>	(3,4 %)	9,5 %	2,8 %
Marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier <sup>(3)</sup> :			
États-Unis (cents par gallon)	39,62	35,28	29,62
Europe et autres régions (cents par litre)	9,86	10,99	8,48
Canada (cents CA par litre)	11,74	10,36	7,88
Volume total de carburant pour le transport routier vendu :			
États-Unis (millions de gallons)	9 152,9	8 772,8	10 476,1
Europe et autres régions (millions de litres)	10 722,7	10 191,8	10 990,3
Canada (millions de litres)	5 264,8	4 952,6	5 815,6
Croissance (diminution) des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable <sup>(5)</sup> :			
États-Unis	4,0 %	(12,9 %)	(3,9 %)
Europe et autres régions	3,8 %	(6,4 %)	(3,9 %)
Canada	6,1 %	(14,9 %)	(6,0 %)

	Au 24 avril 2022	Au 25 avril 2021	Au 26 avril 2020
<i>(en millions de dollars US, sauf indication contraire)</i>			
<b>Données tirées du bilan :</b>			
Actif total	29 591,6	28 394,5	25 679,5
Dettes portant intérêt <sup>(3)</sup>	9 439,9	9 602,0	10 379,3
Capitaux propres	12 437,6	12 180,9	10 066,6
<b>Ratios d'endettement<sup>(3)</sup> :</b>			
Dettes nettes portant intérêt / capitalisation totale	0,37 : 1	0,35 : 1	0,40 : 1
Ratio d'endettement	1,39 : 1	1,32 : 1	1,54 : 1
<b>Rentabilité<sup>(3)</sup> :</b>			
Rendement des capitaux propres	21,8 %	24,3 %	24,8 %
Rendement des capitaux investis	15,4 %	15,9 %	15,0 %

- (1) Comprend les revenus tirés des redevances de franchisage, des royalties et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés ainsi que de la vente en gros de marchandises. Les redevances de franchisage des magasins internationaux sous licence sont incluses sous les États-Unis.
- (2) Comprend les revenus tirés de la location d'actifs et de la vente de carburant pour le secteur de l'aviation et de l'énergie pour les moteurs stationnaires.
- (3) Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement à notre mesure de gestion du capital ainsi que nos mesures de performance non reconnues par les IFRS.
- (4) Cette mesure représente la croissance (diminution) des revenus cumulés de marchandises entre la période actuelle et la période comparative pour les magasins qui ont été ouverts pendant au moins 23 jours sur chaque période de 28 jours incluse dans les périodes déclarées. Les revenus des marchandises sont définis comme les revenus tirés des marchandises et services, excluant les revenus de services.
- (5) Pour les magasins corporatifs seulement.
- (6) Calculé sur la base des monnaies fonctionnelles respectives.

## Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2022, notre chiffre d'affaires a augmenté de 17,0 milliards \$, ou 37,3 % par rapport à l'exercice 2021, principalement attribuable à des prix de vente moyen plus élevés du carburant pour le transport routier et des autres produits de carburant, à l'augmentation de la demande de carburant, à la contribution des acquisitions, à la croissance organique des ventes de marchandises et de services, ainsi qu'à l'impact positif d'environ 150,0 millions \$ de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères.

### Revenus tirés des marchandises et services

Au cours de l'exercice 2022, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 730,8 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact positif net d'environ 108,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 623,0 millions \$, ou 3,9 %, est principalement attribuable à la contribution des acquisitions pour un montant d'environ 509,0 millions \$ ainsi qu'à la croissance organique, partiellement contrebalancées par la cession de sites découlant d'une revue stratégique de notre réseau. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 1,9 % aux États-Unis, de 5,9 %<sup>1</sup> en Europe et dans les autres régions, alors qu'elles ont diminué de 3,4 % au Canada. Au cours des deux dernières années, la croissance moyenne annuelle des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 3,8 % aux États-Unis, de 6,0 %<sup>1</sup> en Europe et dans les autres régions, et de 3,1 % au Canada.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Ventes de carburant pour le transport routier

Pour l'exercice 2022, les ventes de carburant pour le transport routier ont augmenté de 15,9 milliards \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact positif net d'environ 49,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 15,9 milliards \$, ou 54,1 %, est principalement attribuable à l'incidence positive de la hausse du prix de vente moyen du carburant pour le transport routier qui a eu une incidence d'environ 14,4 milliards \$, et à la croissance organique. Les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable ont augmenté de 4,0 % aux États-Unis, de 3,8 % en Europe et dans les autres régions, et de 6,1 % au Canada. Au cours des deux dernières années, la diminution moyenne annuelle des volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable a été de 4,5 % aux États-Unis, de 1,3 % en Europe et dans les autres régions, et de 4,4 % au Canada.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres. Le prix de vente moyen du carburant pour le transport routier correspond aux ventes de carburant pour le transport routier divisées par le volume de carburant pour le transport routier vendu :

Trimestre	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,97	3,08	3,28	3,94	3,31
Europe et autres régions (cents US par litre)	79,09	86,29	96,66	120,84	95,89
Canada (cents CA par litre)	117,51	123,00	129,39	150,30	129,60
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,04	2,14	2,16	2,72	2,26
Europe et autres régions (cents US par litre)	56,89	63,19	65,84	79,29	66,42
Canada (cents CA par litre)	86,89	92,00	92,54	108,99	94,78

## Autres revenus

Pour l'exercice 2022, le total des autres revenus s'est élevé à 854,7 millions \$, soit une augmentation de 372,9 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif net d'environ 12,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 385,0 millions \$, ou 79,9 %, est principalement attribuable à une augmentation des prix de vente et de la demande des autres produits de carburant, ce qui a eu une incidence minime sur la marge brute<sup>1</sup>.

## **Marge brute<sup>1</sup>**

Pour l'exercice 2022, notre marge brute a augmenté de 889,5 millions \$, ou 8,8 %, comparativement à l'exercice 2021, principalement attribuable à l'augmentation des marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, à la hausse de la demande de carburant pour le transport routier, à la contribution des acquisitions, à l'amélioration du pourcentage de marge brute sur les marchandises et services, à la croissance organique et à l'effet positif net d'environ 44,0 millions \$ de la conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères.

## Marge brute sur les marchandises et services

Au cours l'exercice 2022, la marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,7 milliards \$, soit une augmentation de 347,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2021. La conversion de nos opérations en devises étrangères en dollars américains a eu un impact positif net d'environ 29,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 318,0 millions \$, ou 6,0 %, est principalement attribuable à la contribution des acquisitions qui s'est élevée à environ 148,0 millions \$, à un mix de produits favorable ainsi que nos initiatives liées à l'établissement des prix. Notre pourcentage de marge brute<sup>1</sup> a augmenté de 0,6 % pour s'établir à 33,7 % aux États-Unis, a augmenté de 0,8 % au Canada pour s'établir à 32,2 % et a diminué de 0,9 % en Europe et dans les autres régions pour s'établir à 38,2 %, principalement impacté par l'intégration de Circle K Hong Kong, dont le mix de produits est différent de celui de nos opérations en Europe.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2022, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 5,2 milliards \$, soit une augmentation de 570,6 millions \$ par rapport à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact positif net d'environ 15,0 millions \$. L'augmentation résiduelle de notre marge brute a été d'environ 556,0 millions \$, ou 12,1 %. La marge brute unitaire<sup>1</sup> sur le carburant pour le transport routier a été de 39,62 ¢ par gallon aux États-Unis, une augmentation de 4,34 ¢ par gallon, de 9,86 ¢ US par litre en Europe et dans les autres régions, une diminution de 1,13 ¢ US par litre, et de 11,74 ¢ CA par litre au Canada, une augmentation de 1,38 ¢ CA par litre. Les marges unitaires sur le carburant sont demeurées solides à travers notre réseau, en raison de conditions de marché favorables et du travail continu sur l'optimisation de notre chaîne d'approvisionnement. En Europe et dans les autres régions, les marges unitaires de carburant ont cependant été affectées par l'augmentation des prix du pétrole brut, par les enjeux liés à la chaîne d'approvisionnement découlant du contexte géopolitique actuel, ainsi que par la volatilité du marché du diesel au cours du dernier trimestre de l'exercice 2022.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes unitaires<sup>1</sup> sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiement électronique pour les huit derniers trimestres :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	37,58	37,68	41,02	47,55	40,87
Frais liés aux modes de paiement électronique <sup>(1)</sup>	5,38	5,31	5,74	6,61	5,75
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	32,20	32,37	35,28	40,94	35,12
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	42,99	37,48	31,86	35,25	36,48
Frais liés aux modes de paiement électronique <sup>(1)</sup>	4,88	4,79	4,66	5,10	4,84
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	38,11	32,69	27,20	30,15	31,64

(1) Les dépenses liées aux modes de paiement électronique sont déterminées en attribuant la partie du total des dépenses liées aux modes de paiement électronique, qui sont incluses dans les Frais d'exploitation, de vente, d'administration et frais généraux, réputée liée aux transactions de carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs aux États-Unis.

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, alors qu'en Europe et dans les autres régions ainsi qu'au Canada, les marges brutes unitaires et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi volatiles.

## Marge brute sur les autres revenus

Au cours de l'exercice 2022, notre marge brute sur les autres revenus a été de 165,6 millions \$, soit une diminution de 28,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact négatif d'environ 1,0 million \$. La baisse résiduelle d'environ 27,0 millions \$, ou 13,9 %, est due à la diminution des marges unitaires sur nos autres produits de carburant.

## Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)

Pour l'exercice 2022, les frais d'exploitation ont augmenté de 14,3 % par rapport à l'exercice 2021. La croissance normalisée des frais d'exploitation<sup>1</sup> était de 9,4 %, telle que présentée dans le tableau suivant :

	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022
<b>Croissance des frais d'exploitation, telle que publiée</b>	<b>14,3 %</b>
Ajustements :	
Augmentation générée par des frais liés aux modes de paiement électronique plus élevés, excluant les acquisitions	(2,6 %)
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(1,8 %)
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	(0,3 %)
Ajustement de transition lié aux accords d'infonuagiques	(0,3 %)
Diminution nette des frais d'acquisition constatés dans les résultats	0,1%
<b>Croissance normalisée des frais d'exploitation<sup>1</sup></b>	<b>9,4 %</b>

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

La croissance normalisée des frais d'exploitation<sup>1</sup> pour l'exercice 2022 est essentiellement attribuable aux subventions gouvernementales de 51,1 millions \$ de l'exercice précédent, aux mesures rendues nécessaires par l'impact de la pénurie de main-d'œuvre et au besoin d'améliorer la rétention des employés, à l'augmentation des initiatives liées à la commercialisation et aux autres dépenses discrétionnaires qui avaient été considérablement réduites au cours de l'exercice précédent, aux pressions inflationnistes, y compris l'augmentation des coûts des services publics en Europe, à la hausse des salaires minimums, ainsi qu'aux investissements supplémentaires dans nos magasins pour soutenir nos initiatives stratégiques. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses liées à la COVID-19 par rapport à l'exercice précédent. Les coûts des mesures de rétention mises en œuvre durant l'exercice, qui ont totalisé environ 81,0 millions \$, les coûts pour le personnel en lien avec la COVID-19 de l'exercice précédent, tels que les primes *Merci beaucoup* de 72,0 millions \$, ainsi que les subventions gouvernementales, représentent une augmentation des frais d'exploitation de 1,2 % pour l'exercice 2022.

Au cours de l'exercice 2022, nous avons déployé des efforts stratégiques afin d'atténuer les impacts du taux d'inflation plus élevé et de la pression continue sur les salaires, ce qui est démontré par notre taux de croissance annuel composé de 3,4 % de la croissance normalisée des frais d'exploitation par rapport à l'exercice 2020, incluant les coûts liés aux employés<sup>1</sup>, inférieur à l'inflation, malgré les conditions de marché difficiles.

## Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (« BAIIA<sup>1</sup>») et BAIIA ajusté<sup>1</sup>

Au cours de l'exercice 2022, le BAIIA a augmenté de 5,1 milliards \$ à 5,2 milliards \$, soit une augmentation de 3,6 % comparativement à l'exercice 2021. Le BAIIA ajusté de l'exercice 2022 a augmenté de 261,3 millions \$, ou 5,2 %, comparativement à l'exercice 2021, principalement attribuable à l'augmentation des marges unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis et au Canada, à la hausse de la demande de carburant pour le transport routier, à la croissance organique de nos activités d'accommodation, ainsi qu'à la contribution des acquisitions. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un effet positif net d'environ 27,0 millions \$.

## Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2022, notre dépense d'amortissement a augmenté de 186,8 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un impact défavorable net d'environ 7,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 180,0 millions \$, ou 13,2 %, est principalement due à l'incidence de la déconsolidation et de la perte de valeur des filiales russes d'un montant de 56,2 millions \$, à la perte de valeur de notre participation dans Fire & Flower d'un montant de 33,7 millions \$, ainsi qu'aux investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, pour le remplacement d'équipements, et pour l'amélioration continue de notre réseau.

## Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2022 ont totalisé 281,0 millions \$, soit une diminution de 61,5 millions \$ comparativement à l'exercice 2021. Une partie de la diminution s'explique par certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, comme le montre le tableau ci-dessous:

(en millions de dollars US)	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
<b>Frais financiers nets, tels que publiés</b>	<b>281,0</b>	342,5	<b>(61,5)</b>
Expliquée par:			
Gain (perte) de change net(te)	20,7	(44,9)	65,6
Variation de la juste valeur d'instruments financiers et amortissement des écarts reportés	8,9	26,8	(17,9)
Impact des avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	(3,2)	(29,1)	25,9
Impact découlant de la conversion d'une partie des débetures convertibles dans Fire & Flower	—	13,1	(13,1)
<b>Variation résiduelle</b>	<b>307,4</b>	308,4	<b>(1,0)</b>

## Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2022, le taux d'imposition s'est établi à 21,5 % comparativement à 19,5 % pour l'exercice 2021. Cette augmentation est principalement due à l'impact des gains et des pertes imposables ou déductibles à un taux d'imposition inférieur entre l'année en cours et l'année précédente, ainsi qu'à une composition différente de nos résultats à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Bénéfice net et bénéfice net ajusté<sup>1</sup>

Le bénéfice net l'exercice 2022 s'est chiffré à 2,7 milliards \$, soit une diminution de 22,2 millions \$, ou 0,8 %, par rapport à l'exercice 2021. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,52 \$ comparativement à 2,44 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains de nos opérations en devises étrangères a eu un effet positif net d'approximativement 20,0 millions \$ sur le bénéfice net pour l'exercice 2022.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice 2022 s'est chiffré à approximativement 2,8 milliards \$, soit une augmentation de 54,0 millions \$, ou 2,0 %, comparativement à l'exercice 2021. Le bénéfice net ajusté par action dilué<sup>1</sup> s'est chiffré à 2,60 \$ pour l'exercice 2022 comparativement à 2,45 \$ pour l'exercice 2021, soit une augmentation de 6,1 %.

## Situation financière au 24 avril 2022

Tels que le démontrent nos ratios d'endettement inclus à la section «Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2022» ainsi que nos rentrées de fonds nettes liées à nos activités d'exploitation, nous disposons d'une santé financière solide.

Notre actif total consolidé s'élevait à 29,6 milliards \$ au 24 avril 2022, soit une augmentation de 1,2 milliard \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021, découlant principalement de l'augmentation des coûts et du prix de vente du carburant pour le transport routier, de nos investissements stratégiques ainsi que des investissements faits dans notre réseau, incluant les acquisitions d'entreprises.

Au cours des périodes de 52 semaines terminées le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021, nous avons enregistré un rendement des capitaux investis<sup>1</sup> de 15,4 % et de 15,9 %, respectivement. La diminution découle principalement des pertes de valeur comptabilisées au cours de l'exercice, qui ont eu une incidence négative d'approximativement 0,3 %.

Les variations importantes des éléments du bilan sont expliquées ci-dessous :

### Débiteurs

Les débiteurs ont augmenté de 725,8 millions \$, passant de 1,8 milliard \$ au 25 avril 2021 à 2,5 milliards \$ au 24 avril 2022. Cette augmentation provient principalement de la hausse du prix de vente moyen du carburant pour le transport routier, partiellement contrebalancée par l'incidence négative nette de l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 136,0 millions \$.

### Stocks

Les stocks s'élevaient à 2,4 milliards \$ au 24 avril 2022, soit une augmentation de 635,4 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021. L'augmentation découle principalement de l'incidence des coûts plus élevés du carburant pour le transport routier ainsi que de l'augmentation des quantités de stock de carburant pour le transport routier, partiellement contrebalancées par l'incidence négative nette de l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 32,0 millions \$.

### Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente s'élevaient à 9,3 millions \$ au 24 avril 2022, soit une diminution de 325,8 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021. La diminution découle de la clôture de l'entente avec Casey's General Stores inc. pour la vente de 48 magasins ainsi que des développements suite à l'annonce de notre intention de vendre certains magasins aux États-Unis et au Canada, alors que 190 magasins ont été vendus durant l'exercice 2022 et 97 magasins ont été reclassés hors des actifs détenus en vue de la vente puisqu'un critère de classement comme actifs détenus en vue de la vente n'était plus respecté.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 416,1 millions \$, passant de 10,9 milliards \$ au 25 avril 2021 à 11,3 \$ milliards \$ au 24 avril 2022, principalement attribuables aux investissements effectués dans notre réseau. L'augmentation est partiellement contrebalancée par la hausse de la dépense d'amortissement de même que par l'incidence négative nette de l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 278,0 millions \$.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer ont augmenté de 1,3 milliard \$, passant de 4,0 milliards \$ au 25 avril 2021 à 5,3 milliards \$ au 24 avril 2022. Cette augmentation provient principalement de coûts plus élevés reliés aux achats de carburant pour le transport routier, d'une hausse des achats de carburant, d'une hausse des frais d'exploitation et des dépenses en capital ainsi que du moment du paiement des taxes de vente. L'augmentation est partiellement contrebalancée par l'incidence négative nette de l'affaiblissement du dollar canadien, des devises européennes et du dollar de Hong Kong par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 137,0 millions \$.

## Dettes à long terme et portion à court terme de la dette à long terme

La dette à long terme et la portion à court terme de la dette à long terme se sont élevées à 6,0 milliards \$ au 24 avril 2022, une diminution nette de 424,9 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021. La diminution est principalement attribuable au remboursement de nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$, au remboursement de nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 250,0 millions \$ CA, au remboursement de nos autres dettes ainsi que l'incidence nette de l'affaiblissement du dollar canadien, de l'Euro et de la couronne norvégienne par rapport au dollar américain, pour un montant d'environ 119,0 millions \$, partiellement contrebalancés par l'émission de billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$.

## Capitaux propres

Les capitaux propres se sont établis à 12,4 milliards \$ au 24 avril 2022, une augmentation de 256,7 millions \$ par rapport au solde en date du 25 avril 2021. Cette augmentation est attribuable au bénéfice net de l'exercice 2022, partiellement contrebalancé par l'incidence des rachats d'actions, des dividendes déclarés ainsi que par les autres éléments du résultat global. Pour les périodes de 52 semaines terminées le 24 avril 2022 et le 25 avril 2021, nous avons enregistré un rendement sur les capitaux propres<sup>1</sup> de 21,8 % et de 24,3 %, respectivement.

## Situation de trésorerie et sources de financement

Nous tirons principalement nos liquidités de nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et des emprunts disponibles par l'entremise de notre facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie. Nous utilisons nos liquidités principalement pour rembourser notre dette, financer nos acquisitions et nos dépenses en immobilisations, racheter nos actions, verser des dividendes et alimenter notre fonds de roulement. Nous prévoyons que nos rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation et nos emprunts disponibles en vertu de notre facilité de crédit à terme renouvelable non garantie couvriront nos besoins en liquidités dans un avenir prévisible.

Notre facilité de crédit se détaille comme suit :

*Facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, échéant en mai 2026 (« Facilité de crédit d'exploitation »)*

Entente de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant maximal de 2,5 milliards \$. En date du 24 avril 2022, notre facilité de crédit d'exploitation était inutilisée et des lettres de garantie de 6,7 millions \$ étaient en circulation. Subséquemment à la fin de l'exercice 2022, l'échéance de notre facilité de crédit d'exploitation a été prolongée jusqu'en mai 2027.

*Liquidités disponibles<sup>1</sup>*

Au 24 avril 2022, un montant d'environ 2,5 milliards \$ était disponible compte tenu de notre facilité de crédit d'exploitation et, à cette même date, nous étions en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par la convention de crédit. À pareille date, nous avons accès à 4,7 milliards \$ en vertu de notre encaisse et de notre facilité de crédit d'exploitation disponible.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars US)

### Activités d'exploitation

Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation

### Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs

Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs

Acquisitions d'entreprises et contrepartie conditionnelle versée

Acquisitions d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs financiers et investissements et prêt liés à Fire & Flower

Variation de la trésorerie soumise à restrictions

Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société

Produits de la cession de placements dans des instruments de capitaux propres

### Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement

### Activités de financement

Rachats d'actions

Remboursement de billets de premier rang non garantis

Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement

Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives

Dividendes versés en trésorerie

(Sorties) rentrées de fonds nettes se rapportant aux autres dettes

Règlements d'instruments financiers dérivés

Levée d'options d'achat d'actions

Diminution nette de la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie

### Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement

### Cotes de crédit

S&P Global Ratings – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis

Moody's – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	24 avril 2022	25 avril 2021	Variation
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	3 944,9	4 086,6	(141,7)
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs	(1 664,5)	(1 189,1)	(475,4)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autres actifs	403,3	181,4	221,9
Acquisitions d'entreprises et contrepartie conditionnelle versée	(323,4)	(433,5)	110,1
Acquisitions d'instruments de capitaux propres, d'autres actifs financiers et investissements et prêt liés à Fire & Flower	(196,7)	(49,5)	(147,2)
Variation de la trésorerie soumise à restrictions	(15,9)	4,6	(20,5)
Incidence de la déconsolidation des filiales russes de la société	(2,2)	—	(2,2)
Produits de la cession de placements dans des instruments de capitaux propres	—	100,5	(100,5)
<b>Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement</b>	<b>(1 799,4)</b>	<b>(1 385,6)</b>	<b>(413,8)</b>
<b>Activités de financement</b>			
Rachats d'actions	(1 842,3)	(1 046,7)	(795,6)
Remboursement de billets de premier rang non garantis	(1 190,6)	(227,1)	(963,5)
Émission de billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains, déduction faite des frais de financement	990,1	—	990,1
Sorties de fonds se rapportant au principal des obligations locatives	(443,6)	(404,2)	(39,4)
Dividendes versés en trésorerie	(330,1)	(268,3)	(61,8)
(Sorties) rentrées de fonds nettes se rapportant aux autres dettes	(78,5)	16,5	(95,0)
Règlements d'instruments financiers dérivés	(56,9)	—	(56,9)
Levée d'options d'achat d'actions	0,8	0,2	0,6
Diminution nette de la facilité de crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie	—	(1 500,0)	1 500,0
<b>Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement</b>	<b>(2 951,1)</b>	<b>(3 429,6)</b>	<b>478,5</b>
<b>Cotes de crédit</b>			
S&P Global Ratings – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis	<b>BBB</b>	<b>BBB</b>	
Moody's – Cotes de crédit corporative et pour les billets de premier rang non garantis	<b>Baa2</b>	<b>Baa2</b>	

## Activités d'exploitation

Au cours l'exercice 2022, nos opérations ont généré des rentrées de fonds nettes de 3,9 milliards \$, une diminution de 141,7 millions \$ comparativement à l'exercice 2021, principalement en raison d'une plus grande utilisation du fonds de roulement hors caisse ainsi que des primes de remboursement anticipé payées en lien avec le remboursement de billets de premier rang non garantis.

## Activités d'investissement

Au cours l'exercice 2022, les Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et autres actifs, nettes des Produits de la cession d'immobilisations corporelles et d'autre actifs ont totalisé 1,3 milliard \$, les acquisitions d'entreprises ont totalisé 323,4 millions \$ et nos investissements stratégiques se sont élevés à 196,7 millions \$. Les investissements ont principalement découlé du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer notre offre de produits et services, de l'ajout de nouveaux magasins, de l'amélioration continue de notre réseau ainsi que des initiatives stratégiques et des technologies de l'information.

## Activités de financement

Au cours de l'exercice 2022, nous avons racheté des actions pour un montant de 1,8 milliard \$, émis des billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, pour un produit net de 990,1 millions \$, dont une partie a été utilisée pour le remboursement de nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars américains, de 1,0 milliard \$ qui devaient arriver à échéance le 26 juillet 2022, et nous avons remboursé nos billets de premier rang non garantis, libellés en dollars canadiens, de 250,0 millions \$ CA. De plus, nous avons payé 443,6 millions \$ sur le principal de nos obligations locatives, versé des dividendes pour un montant de 330,1 millions \$, avons remboursé 78,5 millions \$ sur nos autres dettes et avons réglé des instruments financiers dérivés pour un montant net de 56,9 millions \$.

## Engagements contractuels et commerciaux

Le tableau suivant présente un résumé de nos engagements contractuels financiers importants au 24 avril 2022<sup>(1)</sup> :

(en millions de dollars US)	2023	2024	2025	2026	2027	Par la suite	Total
<b>Engagements contractuels<sup>(2)</sup></b>							
Dette à long terme	200,7	199,2	745,4	799,7	970,5	5 840,3	<b>8 755,8</b>
Obligations locatives	498,0	467,0	410,8	368,1	338,1	2 057,5	<b>4 139,5</b>
Swaps de taux d'intérêt et multidevises à payer	40,1	40,1	588,4	580,7	—	—	<b>1 249,3</b>
Swaps de taux d'intérêt et multidevises à recevoir	(36,8)	(36,8)	(580,5)	(562,1)	—	—	<b>(1 216,2)</b>
Total	702,0	669,5	1 164,1	1 186,4	1 308,6	7 897,8	<b>12 928,4</b>

(1) Le tableau n'inclut pas les cotisations prévues en vertu des régimes de retraite à prestations définies.

(2) Basé sur les taux du marché, au 24 avril 2022, pour les soldes pour lesquels la monnaie fonctionnelle respective diffère de notre monnaie de présentation et pour les soldes portant intérêts à taux variables.

	2023	2024	2025	2026	2027	Par la suite	Total
<b>Obligations au titre des achats de carburant</b>							
États-Unis (en millions de gallons)	1 595,2	1 539,5	1 536,6	1 536,6	1 536,6	3 223,9	<b>10 968,4</b>
Europe (en millions de litres)	7 391,1	548,4	—	—	—	—	<b>7 939,5</b>
Canada (en millions de litres)	3 272,2	3 009,7	3 009,7	3 009,7	3 009,7	22 809,7	<b>38 120,7</b>

*Dette à long terme.* Au 24 avril 2022, notre dette à long terme totalisant 6,0 milliards \$ se détaillait comme suit :

- i. Billets de premier rang non garantis libellés en dollars américains totalisant 4,0 milliards \$, en dollars canadiens totalisant 1,4 milliard \$ CA, en euros totalisant 750,0 millions € ainsi qu'en couronnes norvégiennes totalisant 675,0 millions NOK, répartis comme suit :

	Montant du principal	Échéance	Taux du coupon	Taux effectif au 24 avril 2022	Dates de paiement des intérêts
Émission du 26 juillet 2017	700,0 \$ CA	26 juillet 2024	3,06 %	3,13 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 2 juin 2015	700,0 \$ CA	2 juin 2025	3,60 %	3,65 %	2 juin et 2 décembre
Émission du 18 février 2016	675,0 NOK	18 février 2026	3,85 %	3,93 %	20 avril et 20 octobre
Émission du 6 mai 2016	750,0 €	6 mai 2026	1,88 %	1,94 %	6 mai
Émission du 26 juillet 2017	1 000,0 \$	26 juillet 2027	3,55 %	3,64 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2030	2,95 %	3,03 %	25 juillet et 25 janvier
Émission du 13 mai 2021	650,0 \$	13 mai 2041	3,44 %	3,50 %	13 mai et 13 novembre
Émission du 26 juillet 2017	500,0 \$	26 juillet 2047	4,50 %	4,58 %	26 juillet et 26 janvier
Émission du 22 janvier 2020	750,0 \$	25 janvier 2050	3,80 %	3,88 %	25 juillet et 25 janvier
Émission d'obligations vertes du 13 mai 2021	350,0 \$	13 mai 2051	3,63 %	3,69 %	13 mai et 13 novembre

- ii. Autres dettes à long terme de 10,2 millions \$, incluant différentes notes payables.

*Obligations locatives.* Nous louons une portion importante de nos actifs, principalement pour la location de magasins, de terrains, d'équipements et d'immeubles de bureaux. Nos contrats de location de biens immobiliers comportent, en général, des termes initiaux de 5 à 20 ans en Amérique du Nord et cette durée inclut le terme de base initial et les options de renouvellement, lorsqu'applicable. En Europe et en Asie, la durée de contrats de location varie de moins de 12 mois jusqu'à des contrats avec une échéance supérieure à 50 ans et inclut généralement des options de renouvellement au taux du marché, lorsqu'applicable. Lorsque les contrats sont considérés comme des contrats de location, les obligations locatives de ces contrats ainsi que les actifs au titre de droits d'utilisation sont inclus dans nos bilans consolidés. En vertu de certains contrats de location, nous sommes assujettis à des loyers additionnels basés sur le chiffre d'affaires, ainsi qu'à des augmentations futures du loyer minimal.

*Obligation au titre des achats de carburant.* Nous nous sommes engagés, par l'entremise de diverses ententes, à acheter annuellement des montants ou des quantités minimums de carburant. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, une pénalité financière pour les volumes manquants, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Nous avons généralement excédé ces exigences minimales et nous ne nous attendons pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible puissent conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus. Au 24 avril 2022, nos obligations d'achat de carburant consistaient en plusieurs contrats en vertu desquels nous nous sommes engagés à acheter 11,0 milliards de gallons et 46,1 milliards de litres au cours des prochaines années.

*Éventualités.* Dans le cours normal de notre exploitation, nous faisons l'objet de réclamations et de litiges. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, nous n'avons aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions puisse avoir une incidence importante sur notre situation financière, sur les résultats de nos activités ou sur notre aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de nos activités commerciales.

Nous détenons des contrats d'assurance qui comportent des franchises élevées. Actuellement, nous croyons que nos contrats d'assurance, combinés à l'autoassurance, nous offrent une protection suffisante. Les pertes futures qui dépasseront les limites des contrats d'assurance ou qui, après une interprétation défavorable, pourraient ne pas être couvertes par les contrats d'assurance seront prélevées à même les fonds de la société. En ce qui concerne nos contrats d'indemnisation relatifs aux accidents de travail, nous émettons des lettres de crédit à titre de garantie pour certains contrats.

*Cautionnements.* Nous avons transféré un certain nombre de contrats de location de locaux à des tiers. En vertu de certains de ces contrats, advenant un défaut de paiement de la part du sous-locataire, qui assume la responsabilité primaire, nous conservons la responsabilité secondaire envers le propriétaire du paiement des montants définis aux termes des contrats de location. Au 24 avril 2022, le total des paiements futurs au titre de location en vertu de ces contrats est d'approximativement 29,0 millions \$ et leur juste valeur est non significative. Historiquement, nous n'avons versé aucune somme importante aux termes de tels contrats et nous ne nous attendons pas à devoir en verser dans un avenir prévisible.

Nous avons également émis différentes formes de cautionnements, incluant des cautionnements financiers de baux automobiles et pour le compte de détaillants en Suède. Les paiements maximums futurs non actualisés relatif à ces cautionnements totalisent 18,0 millions \$ et la valeur comptable et la juste valeur des engagements en vertu de cautionnements comptabilisées au bilan consolidé au 24 avril 2022 étaient non significatives.

Nous émettons également des cautionnements à différentes fins à l'égard de nos propres activités, y compris les cautionnements pour impôts, les ventes de billets de loterie, la distribution en gros et les ventes de boissons alcoolisées. La plupart du temps, ces cautionnements sont exigés par les municipalités ou les organismes d'État pour l'exploitation de magasins dans leur secteur.

*Autres engagements.* Nous nous sommes engagés, par l'entremise de diverses ententes d'achat de biens immobiliers et ententes d'achats de produits, à acheter annuellement des montants ou quantités minimums de marchandises. Un manquement à ces exigences minimales pourrait entraîner une résiliation des contrats, un changement du prix des produits, le paiement aux fournisseurs concernés d'un pourcentage prédéterminé des engagements et le remboursement d'une portion des rabais reçus. Nous avons généralement excédé ces exigences minimales et nous ne nous attendons pas à ce que de potentiels non-respects de ces exigences dans un avenir prévisible puissent conduire à la matérialisation de l'un des résultats mentionnés ci-dessus.

## Opérations hors bilans

Dans le cours normal de nos activités, nous avons des lettres de crédit en circulation pour un montant de 179,9 millions \$ au 24 avril 2022. Outre ces lettres de crédit, nous n'avons pas d'autre activité hors bilan. Les engagements futurs sont compris dans la section « Engagements contractuels et commerciaux ».

## Principales informations financières trimestrielles

Notre cycle de présentation de l'information de 52 semaines se divise en trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui comporte 16 semaines. Lorsqu'un exercice comme celui de 2023 comprend 53 semaines, le quatrième trimestre compte 13 semaines. Les principales informations financières consolidées tirées de nos états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres figurent dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars US, sauf les données par action)	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2022				Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021			
	4 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>	4 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	1 <sup>er</sup>
Trimestre								
Semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>16 434,9</b>	18 576,4	14 219,7	13 578,9	12 237,4	13 157,5	10 655,4	9 709,8
Amortissement et perte de valeur	449,4	456,3	325,7	314,3	344,9	418,7	305,8	289,5
Bénéfice d'exploitation	667,2	1 028,4	938,0	1 044,9	761,4	834,6	1 020,3	1 059,3
Quote-part des résultats de coentreprises et d'entreprises associées	1,2	7,2	11,6	0,1	1,8	8,2	7,5	8,5
Frais financiers nets	51,5	87,9	67,3	74,3	71,7	105,6	77,2	88,0
Bénéfice net	477,7	746,4	694,8	764,4	563,9	607,5	757,0	777,1
<b>Bénéfice net par action</b>								
De base	0,46 \$	0,70 \$	0,65 \$	0,71 \$	0,52 \$	0,55 \$	0,68 \$	0,70 \$
Dilué	0,46 \$	0,70 \$	0,65 \$	0,71 \$	0,52 \$	0,55 \$	0,68 \$	0,70 \$

La volatilité des marges brutes sur le carburant pour le transport routier, principalement aux États-Unis, la saisonnalité ainsi que les variations du cours des devises ont un effet sur les variations du bénéfice net trimestriel.

## Analyse des résultats consolidés pour l'exercice terminé le 25 avril 2021

### Chiffre d'affaires

Pour l'exercice 2021, notre chiffre d'affaires a diminué de 8,4 milliards \$, ou 15,5 %, par rapport à l'exercice 2020. Cette performance est principalement attribuable à l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, à la cession de nos intérêts dans CAPL, qui a eu un impact approximatif de 1,2 milliard \$, ainsi qu'à la disposition d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant durant l'exercice 2020, partiellement contrebalancée par la croissance organique sur les ventes de marchandises et services, ainsi que par l'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus de nos opérations canadiennes et européennes, qui a eu un impact d'approximativement 611,0 millions \$.

### Revenus tirés des marchandises et services

Au cours de l'exercice 2021, les revenus de marchandises et services ont augmenté de 1,2 milliard \$ comparativement à l'exercice 2020. L'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact positif net d'environ 117,0 millions \$ et la disposition de CAPL a eu un impact négatif de 28,8 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 1,1 milliard \$, ou 7,6 %, est principalement attribuable à l'augmentation du panier moyen des consommateurs, ce qui a plus que compensé la faiblesse continue de l'achalandage, ainsi qu'à la contribution des acquisitions, qui a totalisé environ 269,0 millions \$. La croissance des ventes de marchandises par magasin comparable a été de 5,6 % aux États-Unis, de 6,1 %<sup>1</sup> en Europe et dans les autres régions et de 9,5 % au Canada.

### Ventes de carburant pour le transport routier

Pour l'exercice 2021, les ventes de carburant pour le transport routier ont diminué de 9,3 milliards \$, comparativement à l'exercice 2020. La disposition de CAPL a eu un impact négatif de 1,1 milliard \$ et la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact positif net de 457,0 millions \$. La diminution résiduelle, soit environ 8,7 milliards \$, ou 23,1 %, est principalement attribuable à l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant, à un prix de vente moyen du carburant pour le transport routier moins élevé, ce qui a eu un effet négatif d'approximativement 3,3 milliards \$, ainsi qu'à la disposition d'une portion de nos opérations américaines de vente en gros de carburant durant l'exercice 2020. Les volumes de carburant pour le transport routier par magasin comparable a diminué de 12,9 % aux États-Unis, de 6,4 % en Europe et dans les autres régions, et de 14,9 % au Canada.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Le tableau suivant donne un aperçu du prix de vente moyen sur le carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs dans nos différents marchés pour les huit derniers trimestres. Le prix de vente moyen du carburant pour le transport routier correspond aux ventes de carburant pour le transport routier divisées par le volume de carburant pour le transport routier vendu :

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,04	2,14	2,16	2,72	2,26
Europe et autres régions (cents US par litre)	56,89	63,19	65,84	79,29	66,42
Canada (cents CA par litre)	86,89	92,00	92,54	108,99	94,78
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,66	2,55	2,51	2,21	2,50
Europe et autres régions (cents US par litre)	77,35	70,86	73,92	60,95	71,20
Canada (cents CA par litre)	111,16	105,14	103,47	88,78	103,21

### Autres revenus

Pour l'exercice 2021, le total des autres revenus s'est élevé à 481,8 millions \$, soit une diminution de 285,1 millions \$ comparativement à l'exercice 2020. L'effet positif net de la conversion en dollars américains des revenus tirés de nos opérations canadiennes et européennes s'est élevé à approximativement 38,0 millions \$ et la disposition de CAPL a eu un impact négatif de 56,7 millions \$. La diminution résiduelle d'approximativement 266,0 millions \$ découle principalement de la baisse de la demande et des prix de vente des autres produits de carburant.

### **Marge brute<sup>1</sup>**

Pour l'exercice 2021, notre marge brute a augmenté de 471,8 millions \$, ou 4,9 %, comparativement à l'exercice 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de la marge brute unitaire sur le carburant pour le transport routier, à la croissance organique dans nos activités d'accommodation et à l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, qui a totalisé environ 112,0 millions \$, en partie contrebalancés par l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant et par la cession de nos intérêts dans CAPL, qui a eu un impact de 120,3 millions \$.

### Marge brute sur les marchandises et services

Au cours de l'exercice 2021, notre marge brute sur les marchandises et services s'est établie à 5,3 milliards \$, soit une augmentation de 347,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. La conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact positif net d'approximativement 48,0 millions \$ et la disposition de CAPL a eu un impact négatif de 6,0 millions \$. L'augmentation résiduelle, d'environ 305,0 millions \$, ou 6,2 %, est principalement attribuable à notre croissance organique, en partie contrebalancée par la baisse de l'achalandage dans l'ensemble de notre réseau causée par la pandémie de COVID-19. La contribution des acquisitions a totalisé environ 75,0 millions \$. Notre pourcentage de marge brute<sup>1</sup> a diminué de 0,2 % pour s'établir à 33,1 % aux États-Unis et de 0,4 % au Canada pour s'établir à 31,4 %, principalement en raison d'un changement dans notre mix de produits en lien avec la pandémie de COVID-19, ainsi que d'ajustements sur les stocks de 36,6 millions \$ aux États-Unis et de 3,2 millions \$ au Canada, en grande partie reliés à une provision sur l'inventaire d'équipements de protection individuelle. Notre pourcentage de marge brute<sup>1</sup> a diminué de 2,4 % en Europe et dans les autres régions pour s'établir à 39,1 %, principalement en raison d'un changement à notre mix de produits vers des catégories à marges plus faibles, ainsi que de l'intégration de Circle K Hong Kong, qui a eu une incidence défavorable de 1,8 % sur le pourcentage de marge brute, essentiellement en raison d'un mix de produits qui est différent de celui de nos opérations en Europe.

### Marge brute sur le carburant pour le transport routier

Au cours de l'exercice 2021, notre marge brute sur le carburant pour le transport routier a été de 4,6 milliards \$, soit une augmentation de 169,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. La disposition de CAPL a eu un effet négatif de 57,5 millions \$ et l'effet positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact d'approximativement 56,0 millions \$. L'augmentation résiduelle est d'environ 172,0 millions \$, ou 3,9 %. La marge brute unitaire<sup>1</sup> sur le carburant a été de 35,28 ¢ par gallon aux États-Unis, une hausse de 5,66 ¢ par gallon, en Europe et dans les autres régions elle s'est établie à 10,99 ¢ US par litre, une hausse de 2,51 ¢ US par litre et, au Canada, elle s'est établie à 10,36 ¢ CA par litre, soit une hausse de 2,48 ¢ CA par litre. Ces augmentations ont été attribuables à la volatilité des coûts des produits de carburants, aux changements dans l'environnement concurrentiel, ainsi qu'à nos initiatives liées à notre approvisionnement.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes unitaires<sup>1</sup> sur le carburant pour le transport routier provenant de nos magasins corporatifs aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres:

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	Moyenne pondérée
Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	42,99	37,48	31,86	35,25	36,48
Frais liés aux modes de paiement électronique <sup>(1)</sup>	4,88	4,79	4,66	5,10	4,84
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	38,11	32,69	27,20	30,15	31,64
Période de 52 semaines terminée le 26 avril 2020					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiement électronique	26,86	28,29	27,04	46,88	31,19
Frais liés aux modes de paiement électronique <sup>(1)</sup>	4,70	4,63	4,54	4,97	4,70
Déduction faite des frais liés aux modes de paiement électronique	22,16	23,66	22,50	41,91	26,49

(1) Les dépenses liées aux modes de paiement électronique sont déterminées en attribuant la partie du total des dépenses liées aux modes de paiement électronique, qui sont incluses dans les Frais d'exploitation, de vente, d'administration et frais généraux, réputée liée aux transactions de carburant pour le transport routier de nos magasins corporatifs aux États-Unis.

Généralement, durant les cycles économiques normaux, les marges brutes unitaires sur le carburant pour le transport routier aux États-Unis peuvent être volatiles de trimestre en trimestre, alors qu'en Europe et dans les autres régions ainsi qu'au Canada, les marges brutes unitaires et l'incidence des frais liés aux modes de paiement électronique ne sont pas aussi volatiles.

### Marge brute sur les autres revenus

Au cours de l'exercice 2021, notre marge brute sur les autres revenus a été de 193,7 millions \$, soit une diminution de 44,8 millions \$ par rapport à l'exercice 2020. La disposition de CAPL a eu un impact négatif de 56,8 millions \$ et la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact positif net d'environ 9,0 millions \$. L'augmentation résiduelle de notre marge brute sur les autres revenus est d'environ 3,0 millions \$ et est principalement attribuable à des marges plus élevées sur nos autres produits de carburant, partiellement contrebalancées par une diminution des revenus de location.

### **Frais d'exploitation, de vente et d'administration et frais généraux (« frais d'exploitation »)**

Au cours de l'exercice 2021, les frais d'exploitation ont diminué de 1,5 % par rapport à l'exercice 2020. La diminution normalisée des frais d'exploitation<sup>1</sup> était de 1,2 %, telle que présentée dans le tableau suivant :

	Période de 52 semaines terminée le 25 avril 2021
<b>Diminution des frais d'exploitation, telle que publiée</b>	<b>(1,5 %)</b>
Ajustements :	
Diminution générée par des frais liés aux modes de paiement électronique moins élevés, excluant les acquisitions	1,3 %
Augmentation générée par l'effet net de la conversion de devises	(1,3 %)
Diminution provenant de la cession de nos intérêts dans CAPL	0,9 %
Augmentation provenant des frais d'exploitation additionnels liés aux acquisitions	(0,9 %)
Impact provenant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL, net des frais liés aux modes de paiements électroniques	0,4 %
Augmentation des frais d'acquisition constatés dans les résultats	(0,1 %)
<b>Diminution normalisée des frais d'exploitation<sup>1</sup></b>	<b>(1,2 %)</b>

La diminution normalisée des frais d'exploitation<sup>1</sup> pour l'exercice 2021 est essentiellement attribuable aux gains d'efficacité au niveau des coûts et de l'utilisation de la main-d'œuvre, des subventions gouvernementales de 51,1 millions \$, ainsi qu'à diverses mesures adoptées afin de rationaliser et minimiser nos dépenses contrôlables. Les dépenses liées à la COVID-19 pour l'exercice 2021 incluent, sans s'y limiter, une prime salariale d'urgence de 2,50 \$ l'heure pour tous les employés rémunérés à taux horaire dans les magasins et les centres de distribution en Amérique du Nord, des bonis *Merci beaucoup* en Amérique du Nord, des fournitures additionnelles liées à la désinfection et au nettoyage, des masques et des gants pour nos employés, des dons d'équipements de protection individuelle aux communautés entourant nos magasins, ainsi que des indemnités de départ. Nous avons été en mesure d'atteindre cette diminution tout en maintenant les investissements dans nos magasins visant à soutenir nos initiatives stratégiques, et ce, même si nous avons continué de voir une augmentation des coûts de main-d'œuvre en raison de la hausse du salaire minimum et du faible taux de chômage dans certaines régions, de l'inflation normale et des dépenses liées à la COVID-19.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et perte de valeur (« BAIIA<sup>1</sup>») et BAIIA ajusté<sup>1</sup>

Au cours de l'exercice 2021, le BAIIA est passé de 4,5 milliards \$ à 5,1 milliards \$, soit une hausse de 11,8 % comparativement à l'exercice 2020. Le BAIIA ajusté pour l'exercice 2021 a augmenté de 642,4 millions \$, ou 14,7 %, comparativement à l'exercice précédent, essentiellement en raison des marges de carburant plus élevées, de la croissance organique dans nos activités d'accommodation, d'une diminution des frais d'exploitation, ainsi que de l'impact positif net de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes, partiellement contrebalancés par l'impact négatif de la COVID-19 sur la demande de carburant. La fluctuation des taux de change a eu un impact positif net d'environ 45,0 millions \$.

### Amortissement et perte de valeur (« amortissement »)

Pour l'exercice 2021, notre dépense d'amortissement a augmenté de 22,1 millions \$ comparativement à l'exercice 2020. La disposition de CAPL a eu un impact de 53,9 millions \$ et l'impact de la conversion en dollars américains de nos opérations canadiennes et européennes a eu un impact négatif net d'environ 17,0 millions \$. L'augmentation résiduelle d'environ 59,0 millions \$ est principalement attribuable aux investissements réalisés par l'entremise d'acquisitions, au remplacement d'équipements ainsi qu'à l'amélioration continue de notre réseau.

### Frais financiers nets

Les frais financiers nets de l'exercice 2021 se sont chiffrés à 342,5 millions \$, soit une augmentation de 58,0 millions \$ comparativement à l'exercice 2020. Une partie de l'augmentation s'explique par certains éléments qui ne sont pas considérés comme indicatifs des tendances futures, comme le montre le tableau ci-dessous:

(en millions de dollars US)	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation
<b>Frais financiers nets, tel que publié</b>	<b>342,5</b>	284,5	<b>58,0</b>
Expliquée par :			
(Perte) gain de change net(te)	(44,9)	33,5	(78,4)
Impact de l'avis de remboursement de billets de premier rang non garantis	(29,1)	—	(29,1)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés dans Fire & Flower et amortissement des écarts reportés	26,8	(3,9)	30,7
Impact découlant de la conversion d'une partie de nos débetures convertibles dans Fire & Flower	13,1	—	13,1
Frais financiers de CAPL	—	(25,6)	25,6
<b>Variation résiduelle</b>	<b>308,4</b>	288,5	<b>19,9</b>

La variation résiduelle est expliquée par un coût de la dette plus élevé.

### Impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice 2021, le taux d'imposition s'est établi à 19,5 % comparativement à 18,8 % pour l'exercice 2020. Une partie de l'augmentation s'explique principalement par les éléments inclus dans le tableau ci-dessous:

	Périodes de 52 semaines terminées le		
	25 avril 2021	26 avril 2020	Variation
Taux d'imposition, tel que publié	19,5 %	18,8 %	0,7 %
Expliqué par :			
Avantage fiscal découlant du renversement d'une provision pour moins-value sur les actifs d'impôts différés	—	1,2 %	(1,2 %)
Incidence fiscale découlant de l'entente d'échange d'actifs de décembre 2018 avec CAPL	—	(0,1 %)	0,1 %
<b>Variation résiduelle</b>	<b>19,5 %</b>	19,9 %	<b>(0,4 %)</b>

La diminution résiduelle découle d'une composition différente de nos résultats à travers les diverses juridictions dans lesquelles nous exerçons nos activités, ainsi qu'à certains gains imposables à un taux d'imposition moins élevé.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

## Bénéfice net et bénéfice net ajusté<sup>1</sup>

Pour l'exercice 2021, le bénéfice net s'est chiffré à 2,7 milliards \$, comparativement à 2,4 milliards \$ pour l'exercice 2020, soit une augmentation de 351,9 millions \$, ou 15,0 %. Le bénéfice net par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,44 \$, comparativement à 2,09 \$ pour l'exercice précédent. La conversion en dollars américains des revenus et dépenses de nos opérations canadiennes et européennes a eu un effet positif net d'approximativement 28,0 millions \$ sur notre bénéfice net de l'exercice 2021.

Le bénéfice net ajusté pour l'exercice 2021 a été d'approximativement 2,7 milliards \$, comparativement à 2,2 milliards \$ pour l'exercice 2020, soit une hausse de 500,0 millions \$, ou 22,6 %. Le bénéfice net ajusté par action diluée<sup>1</sup> s'est chiffré à 2,45 \$ pour l'exercice 2021, comparativement à 1,97 \$ pour l'exercice 2020, soit une augmentation de 24,4 %.

## Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous maintenons un système de contrôles internes à l'égard de l'information financière conçu pour protéger les actifs et assurer la fiabilité de l'information financière de la société. Nous maintenons également un système de contrôles et de procédures sur la communication de l'information conçu pour assurer, à tous égards importants, la fiabilité, l'intégralité et la présentation en temps opportun de l'information communiquée dans le présent rapport de gestion et dans tout autre document public. Les contrôles et procédures sur la communication de l'information visent à faire en sorte que l'information que nous devons communiquer dans les rapports déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières soit enregistrée et/ou divulguée en temps opportun, comme l'exige la loi, et soit rassemblée et communiquée à la direction de notre société, y compris à notre président et chef de la direction et à notre chef de la direction financière, comme il convient, pour permettre la prise de décisions rapides concernant l'information à divulguer. En date du 24 avril 2022, notre direction, suite à son évaluation, certifie l'efficacité de la conception et le fonctionnement des contrôles et des procédures de divulgation.

Nous évaluons continuellement l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière et leur apportons des améliorations au besoin. Au 24 avril 2022, notre direction et nos auditeurs externes ont produit des rapports certifiant l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

## Principes et estimations comptables essentiels

**Estimations.** Le présent rapport de gestion repose sur les états financiers consolidés de la société, qui ont été établis selon les IFRS. Ces normes requièrent que la société fasse certaines estimations et hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes complémentaires. La société analyse de façon continue ces estimations à la lumière de l'information disponible. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les jugements et estimations comptables les plus importants que la société a établis aux fins de la préparation des états financiers consolidés sont présentés avec les conventions pertinentes, le cas échéant, et concernent principalement les sujets suivants : les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts sur les bénéfices, les provisions, les pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles et d'autres actifs et les regroupements d'entreprises, y compris, mais sans s'y limiter, l'évaluation des immobilisations incorporelles acquises.

**Durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles.** Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, basé sur les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtisse	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée du bail et de la durée de vie utile

Les licences et les marques de commerce qui devraient procurer des avantages économiques à la société indéfiniment ont une durée d'utilité indéterminée et ne sont pas amorties. Les contrats d'approvisionnement en carburant, les contrats de franchise, les droits recouvrés et les marques de commerce qui ont des durées d'utilité déterminées sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de leurs contrats respectifs. Les logiciels et les autres immobilisations incorporelles sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 à 15 ans.

La société effectue une évaluation annuelle des durées de vie utile estimatives utilisés pour les immobilisations corporelles et incorporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

*Impôts sur le résultat.* La charge d'impôts constatée dans les résultats correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AERG ») ou directement dans les capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers consolidés, selon le cas, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

En ce qui a trait aux participations dans les filiales et les coentreprises, les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que celle-ci ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que celle-ci se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsque la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur les bénéfices prélevés par la même autorité fiscale et que la société a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

La société est assujettie à l'impôt sur les bénéfices dans de nombreuses juridictions et il pourrait y avoir certaines positions où la détermination de l'impôt est incertaine. La société comptabilise des provisions pour positions fiscales incertaines sur la base des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales en lien avec les positions fiscales incertaines lorsqu'il n'est pas jugé probable que l'autorité fiscale acceptera la position de la société. Lorsque le résultat final de ces questions est différent des montants comptabilisés initialement, ces différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés dans la période au cours de laquelle cette différence est déterminée.

*Coûts environnementaux.* La société constate une provision pour les frais estimatifs futurs de réhabilitation de sites afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état de la contamination des sites, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Dans la plupart des États américains où la société exerce ses activités, à l'exception de l'Alaska, de la Californie, de la Floride, de l'Iowa, du Maryland, de New York, de l'Oregon, du Texas, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin, la société a recours à un fonds en fiducie pour couvrir les frais de certaines mesures de réhabilitation environnementale, déduction faite de la franchise applicable du fonds en fiducie, laquelle varie selon les États. Ces fonds en fiducie fournissent aux exploitants d'installations pétrolières une assurance pour couvrir une partie des frais de nettoyage de certains dégâts environnementaux causés par l'utilisation d'équipements pétroliers. Ces fonds en fiducie sont financés par les frais d'enregistrement des réservoirs de carburant et/ou par des taxes de vente de chacun des États sur la vente de carburant. La société paie les frais d'enregistrement annuel et remet les taxes de vente aux États participants. La couverture d'assurance des fonds en fiducie varie selon les États.

*Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.* Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent principalement aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs souterrains de carburant et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, la durée restante des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir de carburant est installé, un passif actualisé est comptabilisé à la valeur actuelle de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial à comptabiliser, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

*Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail.* Aux États-Unis, en Irlande et au Canada, la société a recours à l'autoassurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail. Le coût ultime attendu actualisé de réclamations engagées à la date du bilan consolidé est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

*Perte de valeur d'actifs à long terme.* Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de perte de valeur lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif. Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée. La variabilité de ces facteurs dépend d'un certain nombre de conditions, y compris l'incertitude au sujet d'événements futurs. Ces facteurs pourraient inciter la société à conclure que des indices de perte de valeur existent effectivement et que des tests de perte de valeur devraient être effectués, ce qui pourrait amener à conclure à une perte de valeur de certains actifs à long terme et à la constatation d'une perte de valeur.

*Goodwill et immobilisations incorporelles.* Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de perte de valeur annuellement ou plus fréquemment si des événements ou changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Cette évaluation requiert que la direction utilise des estimations et des hypothèses afin d'établir la juste valeur de ses unités d'exploitation et de ses immobilisations incorporelles. Si ces estimations et hypothèses s'avéraient inexactes, la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie et des immobilisations incorporelles pourrait être surévaluée. Le test de perte de valeur annuel est effectué au premier trimestre de chaque exercice.

*Regroupements d'entreprises.* Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Déterminer la juste valeur des actifs acquis et passifs pris en charge exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elles sont modifiées, peuvent affecter les états des résultats consolidés et les bilans consolidés.

## Facteurs de risque

Le contrôle et l'amélioration de nos opérations sont des préoccupations constantes. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. Nous avons identifié et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte de nos objectifs et du rendement qui en découle.

Nous gérons les risques de façon continue en mettons en place de nombreuses mesures, dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux qui sont mentionnés dans la présente section et d'en amoindrir les impacts financiers.

*Dépendance à l'égard de fournisseurs tiers.* Nos activités de vente de carburant dépendent de l'approvisionnement en produits pétroliers raffinés auprès d'un nombre relativement limité de fournisseurs et d'un réseau de distribution desservi principalement par des camions-citernes appartenant à des tiers. Nous sommes aussi dépendant de nos fournisseurs et leurs manufacturiers en ce qui a trait à la marchandise destinée à la revente et aux matières premières. Les instabilités politiques et économiques, conflits internationaux ou tout autre événement pourraient causer des perturbations sur l'une des chaînes d'approvisionnement de nos fournisseurs, et celles-ci pourraient avoir un impact significatif sur notre capacité à recevoir des produits pétroliers raffinés et des marchandises destinés à la revente ou donner lieu à une augmentation du coût de ces produits.

*Recrutement et rétention des employés.* Nous sommes tributaires de notre capacité à attirer et à retenir les employés clés ainsi qu'une équipe de direction aguerrie. Si pour une raison ou une autre nous ne parvenons pas à attirer et à fidéliser suffisamment de personnes compétentes, nos activités, nos résultats financiers et notre capacité à atteindre nos objectifs stratégiques pourraient en souffrir. De plus, nous dépendons de notre capacité à recruter et à retenir des employés qualifiés dans nos magasins, cette capacité est soumise à de nombreux facteurs environnementaux tels que les niveaux de chômage, les taux de salaire et la législation du travail dans les différentes zones géographiques dans lesquelles nous opérons.

*Concurrence.* Les industries et les zones géographiques dans lesquelles nous exerçons nos activités sont très concurrentielles et marquées par des fluctuations constantes du nombre et du type de détaillants qui offrent les mêmes produits et services que nos magasins. Nous sommes en concurrence avec les autres chaînes de magasins d'accommodation, les magasins d'accommodation indépendants, les exploitants de stations-service, les petits et gros détaillants en alimentation, les entreprises de restauration rapide, les pharmacies locales, les chaînes de pharmacies et les

magasins à un dollar. Rien ne garantit que nous serons en mesure de rivaliser avec succès avec nos concurrents. Notre entreprise pourrait également souffrir si nous ne maintenons pas notre capacité à répondre aux exigences des clients en matière de prix, de qualité et de service à la clientèle.

*Actes de guerre, terrorisme et événements géopolitiques.* Les actes de guerre ou de terrorisme, les instabilités politiques, conflits armés et sanctions imposées par des pays pourraient avoir une incidence sur l'économie en général ainsi que sur la chaîne d'approvisionnement et le prix du pétrole brut. Ces facteurs pourraient avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

*Conjoncture économique.* Notre chiffre d'affaires pourrait souffrir de la fluctuations des variables économiques mondiales, nationales, régionales et/ou locales ainsi que de la confiance des consommateurs. L'évolution de la conjoncture économique, incluant les pressions inflationnistes ainsi que les décisions prises par les gouvernements dans la gestion de sujets économiques, pourrait avoir une incidence négative sur les habitudes de consommation, les déplacements et le tourisme dans certaines de nos zones de marché.

*Pandémie, épidémie ou apparition d'une maladie infectieuse.* Le déclenchement généralisé d'une maladie, y compris la pandémie de COVID-19 ou toute autre maladie contagieuse, ou toute autre crise de santé publique, pourrait avoir une incidence défavorable sur nos activités, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. Les impacts économiques ou tout autre changement provoqué par un tel événement, qu'ils soient volontaires ou imposés par une autorité gouvernementale ou autre, pourraient avoir un impact significatif sur les résultats financiers et pourraient entraîner des fermetures temporaires d'installations, des pénuries, des perturbations temporaires ou à long terme sur la main-d'œuvre, sur les chaînes d'approvisionnement et les canaux de distributions. Des restrictions temporaires ou à long terme sur le commerce et les voyages transfrontaliers, une plus grande volatilité des devises et des risques accrus pour les systèmes informatiques, les réseaux et services numériques pourraient également survenir.

Des conditions économiques incertaines résultant d'une pandémie, d'une épidémie ou de l'éclosion d'une maladie infectieuse pourraient, à court ou à long terme, avoir une incidence défavorable sur les activités et la performance de notre société et de chacun de nos secteurs opérationnels. Celles-ci pourraient inclure la perte de confiance des consommateurs et des achats s'y rattachant, une plus grande volatilité des devises, des conséquences sur la situation financière de nos clients, fournisseurs et autres parties.

*Changements dans le comportement de la clientèle.* Dans le secteur du carburant pour le transport routier et des activités d'accommodation, l'achalandage est généralement déterminé par les préférences des consommateurs et les tendances en matière de dépenses de consommation, les taux de croissance du trafic routier, les tendances de consommation dans le secteur des déplacements et du tourisme ainsi que par les politiques de télétravail. Une baisse de la clientèle potentielle dans nos stations-service et dans nos magasins d'accommodation en raison de changements dans les préférences des consommateurs, dans leurs dépenses discrétionnaires ou dans les modes de transport pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Notre succès continu dépend de notre capacité à rester à l'affût des besoins et préférences des consommateurs quant à leurs attentes à notre rencontre, en particulier en ce qui concerne l'évolution numérique, les transactions sans contact et les plateformes de commande et de livraison non traditionnelles. Nous travaillons continuellement pour développer, produire et commercialiser de nouveaux produits et affiner notre approche quant à la manière et à l'endroit où nous commercialisons, vendons et livrons nos produits. Si nous ne sommes pas en mesure d'anticiper et de répondre aux défis soudains auxquels nous pourrions être confrontés sur le marché, aux tendances du marché pour nos produits et à l'évolution des demandes des consommateurs, cela pourrait avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

*Changement climatique.* Les développements en matière de changement climatique et les impacts climatiques et environnementaux des gaz à effet de serre pourraient entraîner une diminution de la demande pour un de nos produits les plus importants, soit le carburant à base de pétrole. La perception péjorative de ce produit liée à sa relation avec l'environnement ainsi qu'au mouvement vert pourrait affecter négativement nos ventes et notre habileté à commercialiser ce produit. De nouvelles technologies incitant le public à se prévaloir de sources de transport qui ne dépendent pas d'hydrocarbures pourraient également nourrir une perception négative envers les hydrocarbures, et pourraient donc potentiellement affecter défavorablement notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De plus, de nouvelles technologies visant à améliorer le rendement énergétique, ou encore des mandats gouvernementaux visant à atteindre un meilleur rendement énergétique pourraient faire décroître la demande pour les hydrocarbures, ce qui pourrait nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Notre entreprise peut également être touchée par les lois et les règlements sur les changements climatiques et le rôle qu'y jouent la combustion des carburants fossiles et les émissions de carbone qui en résultent. Certains territoires où nous exerçons nos activités ont adopté des mesures visant à limiter les émissions de carbone, mesures qui augmentent le coût des carburants à base de pétrole et qui peuvent avoir un effet négatif sur la demande de carburant pour le transport routier. Par

ailleurs, l'adoption d'autres mesures de protection de l'environnement qui touchent la chaîne d'approvisionnement du pétrole, comme des exigences plus rigoureuses quant à l'exploration, le forage et le transport du pétrole brut ainsi que le raffinage et le transport des produits à base de pétrole, peut aussi augmenter le coût du carburant à base de pétrole et avoir des effets semblables sur la demande de carburant pour le transport routier. L'impact de ces changements, individuels ou combinés, pourrait nuire à nos ventes de carburant pour le transport routier et à la marge brute qui en découle.

*Carburant pour le transport routier.* Nos résultats sont sensibles à l'évolution du prix et de la marge brute sur le carburant pour le transport routier. Des facteurs hors de notre contrôle, tels que les changements des conditions d'approvisionnement dictés par le marché, les fluctuations du coût du carburant pour le transport routier, liées notamment à la conjoncture politique et économique générale, ainsi que la capacité limitée du marché à absorber les fluctuations du prix du carburant, sont des facteurs susceptibles de faire varier les prix de vente du carburant pour le transport routier ainsi que la marge brute afférente. Ainsi, au cours de l'exercice 2022, les ventes de carburant pour le transport routier ont représenté environ 72,0 %<sup>1</sup> de notre chiffre d'affaires total, mais notre marge brute sur le carburant pour le transport routier ne représentait qu'environ 47,0 %<sup>1</sup> de notre marge brute totale.

*Produits du tabac et alternatives aux produits du tabac.* Les ventes de produits du tabac et alternatives aux produits du tabac constituent la principale catégorie de nos revenus tirés des marchandises et des services. Pour l'exercice 2022, les revenus et la marge brute<sup>2</sup> issus du tabac et des alternatives aux produits du tabac étaient respectivement de 6,5 milliards \$ et 1,2 milliard \$, respectivement, et représentaient environ 39,0 % et 21,0 % du chiffre d'affaires et de la marge brute<sup>2</sup> provenant des marchandises et des services, respectivement. Des augmentations importantes du prix de gros des cigarettes, des hausses ou des changements structurels importants en matière de taxes sur les produits du tabac, le durcissement législatif et les campagnes dissuasives ou de prévention de l'usage du tabac, nationales et locales, actuelles ou futures, de même que la concurrence du commerce illicite et l'arrivée de produits alternatifs au tabac pourraient réduire la demande de produits du tabac et, par conséquent, notre chiffre d'affaires et notre bénéfice en raison des marchés concurrentiels et de la sensibilité des consommateurs au prix de ces produits.

*Information sensible et protection des données.* Dans le cours normal de nos activités en tant que détaillant de carburant et de marchandises, nous recevons un nombre important de données personnelles de nos consommateurs ainsi que d'autres informations de nature sensible concernant nos employés, nos partenaires d'affaires et nos fournisseurs. Bien que nous ayons considérablement investi dans la protection de l'information, et bien que nous maintenions ce que nous croyons être des contrôles sécuritaires envers les données que nous recevons de chaque consommateur, employé ou vendeur identifiable, une faille ou une panne de système pourrait provoquer des fuites de données sur ces personnes, ou toute autre information sensible, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation. De telles brèches ou pannes pourraient également entraîner une augmentation des dépenses allouées à la protection contre de tels risques. Un manquement important de notre part quant à nos obligations réglementaires de protection des informations sensibles et de la vie privée de nos consommateurs, employés et autres, pourrait nous exposer à une amende ou à toute autre sanction ou poursuite.

*Exigences législatives et réglementaires.* Nos activités sont assujetties à un grand nombre de règlements, dont les règlements relatifs à la vente et l'étiquetage d'alcool, de produits du tabac ou contenant de la nicotine et de produits contenant du cannabidiol (CBD) via un magasin sous licence, à de nombreuses exigences sur la salubrité des aliments, l'emballage, la sécurité et la qualité des produits alimentaires, sur les produits de loterie et produits connexes, aux lois et réglementations sur les produits soumis à une limite d'âge, les lois sur le salaire minimum, les heures supplémentaires et autres lois et réglementations sur le travail, les lois sur la confidentialité des données, les lois sur les valeurs mobilières, les lois et réglementations fiscales et les normes d'autorégulation, y compris les *Normes de sécurité de l'industrie des cartes de paiement*. De plus, comme il en est discuté à la rubrique « Lois et règlements environnementaux », les activités de nos magasins d'accommodation sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale.

Nous engageons actuellement d'importants coûts d'exploitation et d'importantes dépenses en immobilisations afin de respecter les lois et les règlements actuels, notamment ceux afférents à la santé, à la sécurité, à l'environnement et ceux applicables à nos activités. En outre, les lois et les règlements applicables à nos activités peuvent changer et il est en effet prévu que, compte tenu de la nature de nos activités, nous continuerons à être soumis à des lois et des règlements de plus en plus rigoureux, notamment en matière de santé, de sécurité et d'environnement, ce qui pourrait entraîner une augmentation de nos frais d'exploitation au-delà des niveaux actuellement prévus et nécessiter à l'avenir d'importantes dépenses en immobilisations et autres. En conséquence, rien ne garantit que les lois et les règlements futurs ou des modifications de ceux-ci, ou des changements par rapport à leur interprétation actuelle, n'entraîneront pas d'effet significatif sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

<sup>1</sup> Veuillez vous référer à la section « Analyse sommaire des résultats consolidés pour l'exercice 2022 » pour plus d'information relativement à ces mesures de performance.

<sup>2</sup> Veuillez vous référer à la section « Mesures non conformes aux IFRS » pour plus d'informations relativement aux mesures de performance non reconnues par les IFRS.

Si nous ne parvenons pas à nous conformer aux lois et aux règlements ou aux restrictions ou autres conditions imposées par nos permis, ou si nous ne parvenons pas à obtenir les permis ou les enregistrements nécessaires ou à les prolonger ou à les renouveler à leur échéance, nous pourrions notamment être soumis à des sanctions civiles et pénales et, dans certaines circonstances, nous voir suspendre temporairement ou de façon permanente une partie de nos activités. En outre, si nous ou nos partenaires commerciaux ne respectons pas les *Normes de sécurité de l'industrie des cartes de paiement* ou ne protégeons pas de manière adéquate les informations sensibles de nos clients, nous pourrions être soumis à des amendes ou à des limitations à notre capacité à accepter les cartes de crédit ou de débit, ce qui pourrait nuire à notre chiffre d'affaires, nos résultats opérationnels, notre marque et notre réputation.

De plus, nous vendons des produits contenant du cannabidiol (CBD) qui est un dérivé du chanvre. La *loi américaine sur l'amélioration de l'agriculture de 2018* (également connue sous le nom de « *Farm Bill* » de 2018) a adopté un certain nombre de modifications du statut juridique du chanvre et des produits contenant du CBD dérivé du chanvre, y compris la suppression de la liste statutaire des substances contrôlées. Cependant, la mise en œuvre du *Farm Bill* de 2018 est en cours et il existe encore une incertitude importante concernant le statut juridique des produits contenant du CBD en vertu de la législation américaine. La FDA réglemente les produits alimentaires humains et animaux et les compléments alimentaires contenant du CBD et a déclaré qu'elle interprète la *loi fédérale sur les aliments, les médicaments et les cosmétiques de 1938*, telle que modifiée, pour interdire la vente de ces produits contenant du CBD. La FDA envisage de modifier le cadre réglementaire pertinent pour autoriser certains produits contenant du CBD, mais à moins que de tels changements ne soient adoptés, la FDA et d'autres autorités réglementaires pourraient prendre des mesures coercitives pour empêcher la commercialisation de produits contenant du CBD, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur notre entreprise, notre réputation, notre situation financière et nos résultats d'exploitation ou nous obliger à interrompre complètement la vente de certains produits.

Il existe un risque que notre interprétation de la législation américaine soit inexacte ou qu'elle soit contestée avec succès par les autorités fédérales ou étatiques américaines. Une contestation réussie d'une telle position par un État américain ou une autorité fédérale pourrait avoir un impact négatif sur nos opérations et nos résultats, y compris en raison de sanctions civiles et pénales, de dommages-intérêts, d'amendes, de la réduction d'une partie de nos opérations ou de saisies d'actifs et le refus des demandes réglementaires, ainsi que notre réputation.

**Lois et règlements environnementaux.** Nos activités, particulièrement celles relatives à l'entreposage, au transport et à la vente de carburant, sont assujetties à un grand nombre de lois et de règlements en matière environnementale dans les pays où nous exerçons nos activités, y compris des lois et des règlements régissant la qualité du carburant, la pollution du sol, les émissions atmosphériques, les rejets de substances dans l'eau, la mise en œuvre d'objectifs concernant l'utilisation de certains biocombustibles ou de l'énergie renouvelable, la manipulation et l'élimination des substances dangereuses, l'utilisation de systèmes de réduction de vapeur pour récupérer la vapeur de carburant et la réhabilitation des sites contaminés. Les exigences environnementales, de même que l'interprétation et l'application de ces dernières, changent continuellement et ont tendance à devenir de plus en plus strictes avec le temps. En vertu des lois et des règlements fédéraux, provinciaux, étatiques ou municipaux, nous pouvons, à titre de propriétaire ou d'exploitant, être tenus responsables des coûts de nettoyage ou de décontamination de nos sites actuels ou antérieurs, que nous ayons été informés ou non de la contamination en question ou que nous en soyons responsables ou non. De plus, nous pourrions nous exposer à des frais de litige, des amendes et d'autres sanctions en raison de notre incapacité à respecter ces exigences.

Les différentes régions dans lesquelles nous exerçons nos activités prévoient des incitatifs fiscaux et d'autres subventions qui ont également rendu les secteurs des carburants renouvelables ainsi que des véhicules écoénergétiques et à propulsion alternative, plus concurrentiels qu'ils ne le seraient autrement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

**Acquisitions.** Les acquisitions ont été une partie importante de notre stratégie de croissance et devraient continuer de l'être. Notre capacité à identifier des occasions d'acquisitions stratégiques et à les réaliser à l'avenir pourrait être limitée par différents facteurs, notamment le nombre de possibilités d'acquisitions intéressantes et de vendeurs motivés, par l'étendue de l'utilisation à l'interne de nos ressources et, dans la mesure où cela est nécessaire, par notre capacité à obtenir les approbations réglementaires et du financement à des conditions satisfaisantes pour des acquisitions importantes, s'il y a lieu.

La réalisation des avantages et des synergies escomptés d'une acquisition dépendra en partie de la possibilité d'intégrer de façon efficiente et efficace les activités, les systèmes, la gestion et les cultures de notre société et de l'entreprise acquise ainsi que de la réalisation des avantages que nous comptons tirer des bases ou des sources présumées de synergies. Nous pourrions ne pas être en mesure d'obtenir les synergies et les économies de coûts prévues d'une acquisition pour de nombreuses raisons, telles que les contraintes contractuelles, une incapacité à profiter des économies synergiques attendues et de l'augmentation des efficiences opérationnelles prévues, la perte d'employés clés ou des changements dans les lois et les règlements fiscaux. Le processus d'acquisition et d'intégration d'une entreprise peut entraîner des frais d'exploitation plus élevés que prévus, des radiations ou charges de restructuration non récurrentes importantes, la perte de la clientèle et des perturbations de l'exploitation (telles que des difficultés à maintenir les relations avec les employés, les clients ou les fournisseurs). Le défaut de réussir à intégrer une entreprise acquise peut avoir un effet défavorable important sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Bien que nous effectuions une enquête diligente sur les entreprises ou les actifs que nous acquérons, il se peut que des passifs ou des dépenses liées aux entreprises ou aux actifs acquis nous échappent lors de notre enquête diligente et que nous en soyons tenus responsables, en tant que propriétaire successeur. La découverte de dettes ou d'obligations importantes liées à une acquisition peut entraîner d'importantes conséquences néfastes tant sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

*Systèmes de technologies de l'information.* Nous dépendons de systèmes de technologies de l'information (« systèmes TI ») pour la gestion de nombreux aspects de nos transactions d'affaires et pour l'acheminement de renseignements exhaustifs et fiables à la direction. Ces systèmes TI sont une composante essentielle de notre entreprise et de nos stratégies de croissance. Ainsi, une importante perturbation dans nos systèmes TI, ou la désuétude de ces derniers, pourraient limiter notre capacité à gérer et à exploiter notre entreprise de manière efficace. Ces systèmes sont notamment sensibles aux dommages et à l'interruption par suite d'une panne de courant, aux désastres naturels, aux pannes informatiques ou de réseaux, à la perte de services de télécommunications, à la perte physique ou électronique de données, aux brèches de sécurité, aux cyberattaques, aux virus informatiques ainsi qu'aux lois et règlements qui nécessitent des améliorations obligatoires devant être faites dans un certain laps de temps et auxquelles nous ne pourrions pas nécessairement nous conformer. N'importe laquelle de ces perturbations pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre positionnement concurrentiel et/ou notre réputation et pourrait mener à des réclamations qui seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur notre rentabilité.

*Modes de paiements électroniques.* Nous sommes exposés à des fluctuations considérables des frais afférents aux modes de paiements électroniques résultant de variations importantes des prix de détail du carburant pour le transport routier, puisque les frais afférents aux modes de paiements électroniques sont basés en grande partie sur un pourcentage du prix de détail du carburant. Pour l'exercice 2022, une variation de 10,0 % des frais afférents aux modes de paiements électroniques aurait eu un impact d'environ 0,05 \$ sur le bénéfice net par action sur une base diluée.

*Lois et passifs fiscaux.* Nous sommes assujettis à des obligations fiscales importantes dans de nombreux territoires, notamment les impôts directs et indirects, les retenues salariales, les impôts de franchises, les retenues d'impôts étrangers et les taxes foncières. L'adoption de nouveaux règlements et lois régissant l'impôt ou la modification de ceux déjà en vigueur nécessite du jugement et pourrait entraîner une hausse de la charge d'impôts ou de l'assujettissement à l'impôt, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie. En outre, de nombreuses obligations fiscales font l'objet de vérifications périodiques par les différentes administrations fiscales, ce qui peut donner lieu à des pénalités et des paiements d'intérêts.

*Poursuites.* Dans le cours normal des affaires, nous sommes partie défenderesse dans un certain nombre de procédures judiciaires et de réclamations habituelles pour une entreprise dans notre secteur d'activités. Une issue défavorable dans de telles procédures pourrait nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation. En effet, l'industrie des magasins d'accommodation, et autres commerces du secteur alimentaire, peuvent être lourdement affectés par des poursuites ou des plaintes de consommateurs ou d'agences gouvernementales quant à la qualité des produits alimentaires, maladies ou autres problématiques opérationnelles touchant la santé ou l'environnement provenant d'une ou plusieurs locations. Le manque d'expérience au sein de nos employés en ce qui a trait à la salubrité alimentaire augmente le risque de maladie alimentaire, ce qui peut mener à des poursuites et donc entacher notre réputation. La publicité négative résultant de poursuites de cette nature, que les allégations soient véridiques ou non, pourrait décourager les consommateurs de s'approvisionner en carburant, en marchandises ou en produits alimentaires à l'un ou plusieurs de nos magasins d'accommodation. Nous pourrions finalement nous voir imposer d'importantes obligations en cas de décisions défavorables à ce sujet. Par ailleurs, même si l'issue des poursuites était favorable, des frais de litige importants pourraient détourner temps et argent de nos opérations, ce qui pourrait affecter notre performance et notre capacité à continuer d'exploiter nos magasins.

*Image de marque et réputation.* Nos marques de commerce et nos autres droits de propriété intellectuelle sont importants au positionnement concurrentiel de la société et nous tirons parti d'une image de marque bien établie. Si la société ne parvient pas à protéger ses droits de propriété intellectuelle, ou si un tiers remporte un recours revendiquant des droits sur notre propriété intellectuelle, la marque pourrait perdre en valeur, semant la confusion chez les consommateurs et nuisant à nos activités et à nos résultats financiers. L'incapacité de maintenir la sécurité et la qualité des produits pourrait nuire à notre image de marque et à notre réputation, en plus de mener à des demandes d'indemnités (y compris des recours collectifs), des enquêtes par les organismes gouvernementaux et des dommages.

*Caractère saisonnier et catastrophes naturelles.* Les conditions météorologiques peuvent avoir une incidence sur notre chiffre d'affaires. En effet, les habitudes de consommation enregistrées par le passé démontrent que nos clients augmentent leurs achats et se procurent des articles offrant une marge brute plus importante lorsque les conditions météorologiques sont favorables. Nous exerçons des activités dans les régions du Sud-Est et de la Côte Ouest des États-Unis et, même si ces régions sont généralement reconnues pour leur climat tempéré, elles sont susceptibles de subir des tempêtes violentes, des ouragans, des tremblements de terre et d'autres catastrophes naturelles.

**Dangers et risques associés au carburant.** Nos activités nous exposent à certains risques, en particulier dans nos terminaux et autres installations d'entreposage, où de grandes quantités de carburant sont entreposées, et dans nos stations-service. Ces risques comprennent les défaillances de l'équipement, les accidents du travail, les incendies, les explosions, les émissions de vapeur, les déversements et les fuites dans les installations d'entreposage ou en cours de transport à destination ou encore en provenance de nos terminaux et/ou de ceux de tiers, des stations-service ou d'autres sites. Nous sommes également exposés à des risques d'accidents des camions-citernes utilisés dans notre système de distribution de carburant. Ces types de risques et d'accidents peuvent causer des blessures ou des décès, des interruptions d'activités et/ou la contamination de biens, d'équipements et de l'environnement ainsi que des dommages à des biens, des équipements ou à l'environnement. De plus, nous pourrions faire l'objet de poursuites, de demandes d'indemnisation, d'amendes ou de sanctions gouvernementales ou engager d'autres obligations ou pertes par rapport à ces incidents et accidents et engager des coûts importants en conséquence. Ces incidents et ces accidents peuvent également toucher notre réputation ou nos marques, conduisant ainsi à une baisse des ventes de nos produits et services et peuvent nuire à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

**Endettement.** Notre niveau d'endettement actuel pourrait avoir d'importantes conséquences, comme l'affectation d'une partie des flux de trésorerie de nos activités au remboursement des intérêts sur les dettes et au paiement d'autres obligations financières, les rendant ainsi non disponibles à d'autres fins, ce qui pourrait limiter la capacité de la société à obtenir du financement supplémentaire. Les conventions de crédit comportent des clauses restrictives qui pourraient limiter notre capacité à consentir, prendre en charge ou permettre l'existence d'autres dettes, garanties ou charges. Elles obligent également la société à se conformer à certains tests de ratio de couverture qui peuvent empêcher la société de poursuivre des occasions d'affaires particulières ou d'initier certaines démarches. Veuillez vous référer aux sections « Engagements contractuels et commerciaux » et « Situation de trésorerie et sources de financement » pour plus d'informations sur la composition de notre dette à long terme et nos facilités de crédit.

**Taux de change.** La monnaie fonctionnelle de notre société mère est le dollar canadien. Ainsi, nos investissements dans nos activités américaines, européennes et asiatiques sont exposés aux variations nettes des taux de change. Si ces variations se produisaient, le montant de notre investissement net dans nos activités américaines, européennes et asiatiques pourrait augmenter ou diminuer. Nous utilisons à l'occasion des swaps de devises pour couvrir une partie de ce risque.

Nous sommes aussi exposés au risque de change lié à notre trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, notre dette à long terme libellée en dollars américains, à nos billets de premier rang non garantis libellés en couronnes norvégiennes et en euros et aux swaps de taux d'intérêt et multidevises, dont une portion est désignée comme couverture d'investissement net dans nos opérations aux États-Unis, en Norvège, au Danemark, dans les pays baltes et en Irlande. Puisque nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation, une partie de ces impacts est compensée par la conversion des états financiers consolidés libellés en dollars canadiens vers le dollar américain. Au 24 avril 2022, en ce qui concerne la dette à long terme libellée en dollars américains, en couronnes norvégiennes et en euros ainsi que les swaps de taux d'intérêt et multidevises qui sont désignés comme instruments de couverture de l'investissement net dans nos opérations étrangères, une variation dans ces devises serait contrebalancée par des montants équivalents des investissements nets couverts aux Autres éléments du résultat global. En ce qui concerne la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives, au 24 avril 2022 et avec toutes autres variables demeurant constantes, une variation hypothétique de 5,0 % des diverses devises autres que les monnaies fonctionnelles respectives aurait eu un impact net de 61,8 millions \$ sur le Bénéfice net de la société, lequel serait partiellement contrebalancé par un impact net de 50,0 millions \$ provenant de la portion de nos dettes à long terme libellées en dollars américains non désignée comme instruments de couverture de l'investissement net dans nos opérations étrangères.

Nous utilisons le dollar américain comme monnaie de présentation. Ainsi, l'évolution des taux de change pourrait augmenter ou diminuer significativement nos actifs nets libellés en devises à la consolidation, ce qui ferait augmenter ou diminuer, selon le cas, l'avoir des actionnaires. En outre, les variations des taux de change auront une incidence sur la conversion des revenus et des charges liés à nos opérations canadiennes, européennes et asiatiques et se traduiront par un bénéfice net inférieur ou supérieur à celui qui aurait été constaté autrement.

Outre les risques de conversion des devises, nous courons un risque lié aux transactions en devises chaque fois que l'une de nos filiales conclut un contrat avec un client ou un fournisseur libellé en une monnaie différente de sa monnaie fonctionnelle. Compte tenu de la volatilité des taux de change, nous pourrions ne pas être en mesure de gérer efficacement notre risque lié aux transactions en devises et/ou nos risques de conversion, et cette volatilité pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

**Risque de crédit.** Nous sommes exposés au risque de crédit découlant des dépôts indexés liés aux unités d'actions et des instruments financiers dérivés lorsque la juste valeur ouverte nous est favorable. Conformément à notre politique de gestion des risques, pour réduire ce risque, nous avons conclu ces instruments financiers avec des institutions financières majeures présentant un risque de crédit très faible. Dans certains marchés européens, les clients peuvent régler leurs achats dans nos multiples points de vente ou chez tout autre commerçant avec une carte de crédit Circle K / MasterCard. Nous avons conclu

des accords selon lesquels les risques et les avantages liés aux cartes de crédit, tels que les revenus d'honoraires, les dépenses administratives et les pertes de crédit, sont partagés avec les banques émettrices. Compte tenu des évaluations de crédit précises et de la surveillance continue des soldes, nous estimons que les créances ne présentent pas de risque significatif.

**Taux d'intérêt.** Nous sommes exposés aux fluctuations des taux d'intérêt liées aux variations de taux d'intérêt à court terme. Les emprunts effectués en vertu de nos facilités de crédit portent intérêt à des taux variables, et d'autres dettes que nous pouvons contracter pourraient également porter intérêt à des taux variables. Au 24 avril 2022, notre dette à taux variable n'était pas importante, ce qui limite notre risque de taux d'intérêt. Si les taux d'intérêt du marché augmentent, la dette à taux variable créera des exigences de service de la dette plus élevées, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur nos flux de trésorerie. Nous n'utilisons pas actuellement d'instruments dérivés pour atténuer ce risque. Nous pourrions également être exposés à un risque de variation des flux de trésorerie en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur les futures émissions de dettes. Pour atténuer ce risque, nous pouvons conclure des accords de fixation de taux d'intérêt et/ou des swaps de taux d'intérêt à départ différé afin de couvrir les taux d'intérêt sur les émissions de dette prévues.

**Liquidité.** Il s'agit du risque que nous éprouvions des difficultés à honorer nos engagements liés à nos passifs financiers et à nos obligations locatives. Nous sommes exposés à ce risque principalement en regard de notre dette à long terme, de nos comptes fournisseurs et charges à payer, de nos obligations locatives et les sorties associées avec nos instruments financiers dérivés. Nous tirons nos liquidités principalement des rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation et de nos emprunts disponibles en vertu de nos facilités de crédit.

**Débiteurs.** Nous sommes exposés à un risque lié à la solvabilité et à l'exécution des engagements de nos clients, de nos fournisseurs et des parties aux contrats que nous concluons. En date du 24 avril 2022, nous avons des comptes débiteurs impayés totalisant 2,5 milliards \$. Ce montant se compose principalement de rabais fournisseurs à recevoir, de créances sur cartes de crédit et de créances découlant de la vente de carburant et autres produits à des exploitants de stations-service indépendants, franchisés ou sous licence ainsi que de sommes à recevoir d'autres clients industriels et commerciaux. Les contrats avec des cycles de paiement plus longs ou des difficultés dans l'exécution des contrats ou la perception des comptes débiteurs pourraient entraîner des fluctuations importantes de nos flux de trésorerie et pourraient nuire à nos activités, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

**Assurance.** La plupart de nos installations sont couvertes par une assurance de responsabilité civile, une assurance contre l'incendie et une assurance de garantie supplémentaire dont les conditions particulières et les montants d'assurance sont comparables aux pratiques usuelles dans notre secteur d'activités. Rien ne garantit que nous soyons en mesure de continuer à obtenir une telle assurance ou de l'obtenir à des conditions favorables. Certains types de sinistres, comme ceux résultant des guerres, d'actes de terrorisme, de pandémies ou de catastrophes naturelles, ne sont généralement pas assurés parce qu'ils sont non assurables ou économiquement inapplicables.

**Activités mondiales.** Nous avons des activités importantes dans de nombreux pays. Certains des risques inhérents à la portée internationale de nos activités comprennent la difficulté de faire respecter les contrats et de percevoir des créances dans certains systèmes juridiques étrangers, les droits légaux plus vastes des syndicats et de la main-d'œuvre étrangère, les fluctuations des taux de change, la possibilité de changements dans les conditions économiques locales, les déficiences fiscales potentielles liées au rapatriement de fonds provenant de filiales étrangères, le contrôle des échanges de devises et les mesures gouvernementales restrictives telles que les restrictions sur le transfert ou le rapatriement de fonds et les questions de protection commerciale, y compris des interdictions ou des restrictions visant les acquisitions ou les coentreprises. N'importe lequel de ces facteurs pourrait nuire considérablement à notre entreprise, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

**Structure corporative.** Nous sommes une société de portefeuille et la quasi-totalité de nos actifs est constituée du capital-actions de nos principales filiales. Nous menons la quasi-totalité de nos activités par l'intermédiaire de nos filiales, qui génèrent l'essentiel de nos revenus. Par conséquent, nos flux de trésorerie et notre capacité à concrétiser les possibilités d'amélioration actuelles ou souhaitables dépendent des bénéfices de nos filiales et de la distribution de ces bénéfices. La capacité de ces entités à verser des dividendes et d'autres distributions dépendra de leurs résultats d'exploitation et sera soumise aux lois et réglementations en vigueur qui exigent que les normes de solvabilité et de capital soient respectées par ces sociétés et aux restrictions contractuelles contenues dans les instruments régissant leur dette. En cas de faillite, de liquidation ou de restructuration de l'une de nos filiales importantes, les créanciers et les créanciers commerciaux pourront avoir droit au paiement de leurs réclamations à partir des actifs de ces filiales avant nous.

## Perspective

Pour l'exercice 2023, alors que nous atteignons la dernière étape de notre stratégie quinquennale, nous continuerons d'améliorer notre offre pour répondre aux besoins de nos clients, en rendant leur vie un peu plus facile chaque jour. Malgré les défis liés à la chaîne d'approvisionnement et à la main-d'œuvre, nous restons concentrés sur nos activités d'accommodation et de mobilité en affinant notre programme de produits alimentaires frais, en poursuivant des opportunités pour accroître la flexibilité de notre chaîne d'approvisionnement et en développant notre offre de solution de recharge pour véhicules électriques afin de conserver notre position de leader mondial dans l'avenir des solutions de recharge pour véhicules électriques. Nous sommes prêts à rechercher de nouvelles occasions d'acquisition et à continuer d'entretenir la culture de discipline et d'esprit d'entrepreneuriat qui nous distingue alors que nous sommes en voie d'atteindre notre ambition quinquennale de doubler nos activités. Dans cet environnement qui évolue rapidement, le déploiement des *Valeurs qui nous guident* et les mesures prises à leur égard sont la preuve de notre volonté à accroître l'engagement des employés, la diversité et l'inclusion, ainsi que le développement durable qui demeure à l'avant-plan de nos priorités et un focus pour l'entreprise.

Pour ce qui est de l'avenir, nous continuerons, comme toujours, à rechercher et à saisir les opportunités de croissance pour l'entreprise, en nous concentrant toujours sur la création de valeur pour nos employés, nos partenaires et nos actionnaires.

28 juin 2022